



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 34 du 31 octobre 2006

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

* sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

* aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 2 novembre 2006.

REPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1221
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	1221
BUREAU DES REGLEMENTATIONS	1221
Liste des gardiens de fourrières automobiles de Meurthe-et-Moselle ayant reçu individuellement un arrêté préfectoral d'agrément	1221
Extrait de l'arrêté portant classement d'un restaurant dans la catégorie « Restaurant de tourisme »	1221
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	1221
BUREAU DU CONSEIL, DE L'INTERCOMMUNALITE ET DU CONTROLE DE LEGALITE	1221
Extrait de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 autorisant la modification des statuts de la communauté de communes Moselle et Madon dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire	1221
Extrait de l'arrêté du 19 octobre 2006 autorisant la dissolution du syndicat intercommunal l'électricité du bassin salifère	1222
Extrait de l'arrêté autorisant le retrait des communes de Forcelles-sous-Gugney, Fraignes-en-Sainctois, Gugney et They-sous-Vaudémont du syndicat scolaire intercommunal du Sainctois	1222
Extrait de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2006 autorisant la modification des statuts de la communauté de communes du Sainctois au Vermois dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire	1222
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	1222
BUREAU DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	1222
Extrait de l'arrêté préfectoral portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) de la dérivation du forage d'Hablainville par le syndicat intercommunal des eaux d'Hablainville b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine	1222
Extrait de l'arrêté portant désignation du comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du Site d'Importance Communautaire FR 4100240 « Vallée de l'Esch, d'Ansauville à Jezainville »	1223
Extrait de l'arrêté préfectoral déclarant d'intérêt général et autorisant les travaux de restauration du Sânon, de la Roanne et de la Loutre Noire	1224
BUREAU DE LA SOLIDARITE, DE LA COHESION SOCIALE ET DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	1224
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle	1224
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle	1224
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle	1225
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle	1225
Extrait de l'arrêté rectificatif portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de la communauté urbaine du grand Nancy	1225
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	1225
Extrait de l'arrêté du 13 octobre 2006 autorisant la modification des statuts du syndicat intercommunal des eaux et d'assainissement des cités de Doncourt qui porte désormais le nom de syndicat intercommunal des eaux des cités de Doncourt	1225
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE	1225
Extrait de l'arrêté du 18 octobre 2006 portant dissolution du syndicat à la carte de la ferme pédagogique	1225
Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2006 approuvant les modifications statutaires dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire de la communauté de communes du Lunévillois	1225
Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2006 approuvant l'extension de compétences de la communauté de communes du Bayonnais (petite enfance – salle de judo – déchetterie)	1226
Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2006 approuvant les modifications statutaires dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire de la communauté de communes de la Vezouze	1227
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	1228
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	1228
Extrait de la décision de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour l'H.L.I. 3 H santé à Cirey sur Vezouze	1228
Extrait de la décision de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour le C.R.S. Saint Luc d'Abreschviller	1228
Extrait de la décision de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour Alpha Santé à Hayange	1228
Extrait de la décision de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour le centre hospitalier de Briey	1228
Extrait de la décision 88D/N°147/2006 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour l'Hôpital local de Bussang	1228
Extrait de la décision de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour le centre Alexis Vautrin à Vandœuvre les Nancy	1229
Extrait de la décision de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour le C.H.U. de Nancy	1229
Extrait de la décision 55D n° 1/2006 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour le centre hospitalier de Commercy	1229
Extrait de la décision 88D/N°149/2006 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour le centre hospitalier de Gérardmer	1229
Extrait de la décision 88D/N°146/2006 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour l'hôpital local de Lamarche	1229
Extrait de la décision 88D/N°148/2006 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour l'hôpital local Le Thillot	1229
Extrait de la décision de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour le centre médico-psychologique la fontenelle de Maizeroy	1230
Extrait de la décision de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour l'hôpital saint françois de Marange Silvanne	1230
Extrait de la décision de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour le centre jacques pariset à Bainville sur Madon	1230
Extrait de la décision de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour l'H.L.I. Pompey / Lay Saint Christophe	1230
Extrait de la décision 88D n° 143/2006 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour le centre hospitalier de ravenel à Mirecourt	1230

Extrait de la décision 88D n° 145/2006 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour l'hôpital local de Senones	1230
Extrait de la décision 88D n° 144/2006 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour le centre hospitalier de Saint Dié des Vosges	1230
Extrait de la décision de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour la maternité hôpital Sainte Croix à Metz	1231
Extrait de la décision de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour la clinique Sainte Elisabeth de Thionville	1231
Extrait de la décision de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour le centre hospitalier de Saint Nicolas de Port	1231
Extrait de la décision 55D n° 2/2006 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour le centre hospitalier de Verdun	1231
SERVICE : ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE	1231
Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2006 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin	1231
Extrait de l'arrêté n° 6 du 17 octobre 2006 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE	1231
Extrait de l'arrêté n° 14 du 17 octobre 2006 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de LUNEVILLE	1232
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE LORRAINE	1232
SERVICE PROTECTION SOCIALE	1232
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N° 2006 - 427 en date du 5 octobre 2006 portant nomination des membres du Conseil de l'U.R.C.A.M. de Lorraine	1232
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N° 2006 - 448 en date du 9 octobre 2006 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est	1233
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N° 2006 - 452 en date du 9 octobre 2006 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe-et-Moselle	1233
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	1234
PÔLE SOCIAL - SERVICE SOLIDARITE-AUTONOMIE	1234
Extrait de l'arrêté n° 3657 autorisant la création d'un établissement et service d'aide par le travail (E.S.A.T.) à Bainville-sur-Madon présentée par l'association « La Ferme de la Faisanderie » à Neuves-Maisons	1234
DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT DE LORRAINE	1234
SERVICE REGIONAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES DE LORRAINE	1234
Extrait de l'arrêté portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations horticoles et les pépinières de Meurthe-et-Moselle	1234
Avenant n° 79 du 06 juillet 2006 à la convention collective du travail du 19 juin 1969 concernant les exploitations horticoles et les pépinières du département de Meurthe-et-Moselle – idCC - 9542	1234
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	1234
SECRETARIAT LOGEMENT SOCIAL	1234
Extrait de l'arrêté modificatif autorisant le versement direct de l'APL à l'association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux" AEIM à VANDOEUVRE-LES-NANCY	1234
SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES	1234
Extrait de l'arrêté 2006/DDE/050/CDER - Arrêté de police portant sur l'équipement de dispositifs lumineux spéciaux sur les véhicules d'interventions d'urgence de la société APRR sur l'A. 31 concédée	1234
Extrait de l'arrêté 2006/DDE/054/CDSR - Ligne SNCF de Jarville-La Malgrange à Mirecourt - Modification de la signalisation	1235
Extrait de l'arrêté 2006/DDE/0056/CDER - Travaux de génie civil préalable à la pose de fibre optique sur A. 31	1235
SERVICE DE L'INGENIERIE PUBLIQUE	1235
Extrait de l'arrêté DDE/INF/06/34 - Aérodrome d'Essey-lès-Nancy - Avenant n° 2 à l'arrêté n° 94-DE-236-INF portant autorisation d'occupation temporaire d'un terrain appartenant à l'Etat	1235
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	1235
Extrait de décision administrative conjointe des inspecteurs du travail donnant délégation aux contrôleurs du travail aux fins, notamment, de prendre des décisions d'arrêts de chantier et de reprise des travaux arrêtés (L231-12)	1235
Extrait de décision concernant l'affectation des contrôleurs du travail	1236
Extrait de décision d'agrément "d'une entreprise solidaire" au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail	1236
Extrait de décision d'agrément "d'une entreprise solidaire" au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail	1236
COMMUNE DE GONDREVILLE	1236
Extrait de l'arrêté portant approbation du règlement local de publicité	1236
AVIS DE CONCOURS	1236
Avis de concours interne sur titres pour le recrutement d'infirmiers cadres de santé au Centre Hospitalier de Briey	1236
Avis de concours sur titres de psychomotricien au centre hospitalier de Ravenel à Mirecourt	1236

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES

BUREAU DES REGLEMENTATIONS

Liste des gardiens de fourrières automobiles de Meurthe-et-Moselle
ayant reçu individuellement un arrêté préfectoral d'agrément

COMMUNE	NOM	N° TÉLÉPHONE	ADRESSE	CODE POSTAL	DATE D'AGREMENT
Audun-le-Roman	SARL A D A	03 82 21 63 57	41 rue de Verdun	54560	04/10/05
Joeuf	Verdun Automobile	03 82 22 21 46	11 rue de Franchepré	54240	04/10/05
Lachapelle	SARL Garage Tanguy	03 83 71 40 41	4 route de Thiaville	54120	12/05/06
Longlaville	SARL Longoloc	03 82 24 33 96	Rue René Picard	54810	20/01/06
Longwy	SARL Skupien Dépannages	03 82 24 55 10	Rue de l'Europe ZI du Pulventeux	54400	04/10/05
Lunéville	Assistance Auto Dépannage	03 83 75 20 20	8 rue François Richard	54300	20/01/05
Nancy	Fourrière communauté urbaine	03 83 85 33 55	181 boulevard Jean Moulin	54000	01/04/99
Toul	SARL Auto Service	03 83 43 34 59	323 avenue Clemenceau	54200	20/01/06
Villers-la-Montagne	SARL Lorraine Location	03 82 26 18 47	ZI route d'Hussigny	54920	04/10/05

Extrait de l'arrêté portant classement d'un restaurant dans la catégorie
« Restaurant de tourisme »LE PREFET DE MEURTHE- ET- MOSELLE
ARRETE

Article 1er : Est classé dans la catégorie « Restaurant de tourisme » le restaurant à l'enseigne « Aux Trois Marcassins », situé 60 rue de Verdun 54940 BELLEVILLE.

Exploitante : Mme Kathleen BOURGAU
Numéro de SIRET : 34010798600010

Article 2 : Ce classement est valable trois ans. A l'issue de ce délai, il pourra être renouvelé sur présentation d'une nouvelle déclaration de l'exploitante.

Article 3 : En cas de changement des conditions de classement, l'exploitante est tenue d'en informer le préfet, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 4 : En cas de changement d'exploitant, une nouvelle déclaration de classement devra être déposée.

Article 5 : Dans le cadre du contrôle de la conformité de l'établissement par le préfet, l'exploitante admet la visite des agents des administrations de l'Etat habilités.

Article 6 : L'exploitante est tenue d'apposer le panneau correspondant au classement accordé, en conformité avec le modèle réglementaire annexé à l'arrêté ministériel du 8 novembre 1999 susvisé.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Kathleen BOURGAU, exploitante du restaurant, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle (délégation régionale au tourisme) ; au président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (comité départemental du tourisme) ; au directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ; au président de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle
Fait à NANCY, le 25 octobre 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALESBUREAU DU CONSEIL, DE L'INTERCOMMUNALITÉ
ET DU CONTROLE DE LÉGALITÉExtrait de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 autorisant la
modification des statuts de la communauté de communes Moselle et
Madon dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaireLE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
ARRETE

Article 1er : L'article 9 des statuts de la communauté de communes Moselle et Madon est rédigé comme suit :

« Article 9

La communauté de communes exerce, en lieu et place des communes membres, les compétences suivantes :

Compétences obligatoires

I - Aménagement de l'espace

- ✓ Création et réalisation de zones d'aménagement concerté à vocation relevant des compétences de la communauté, en accord avec les communes
- ✓ Organisation des transports urbains
- ✓ Aménagement du plateau de Brabois à Chavigny
- ✓ Aménagement et requalification des friches industrielles
- ✓ Acquisitions foncières à vocation économique, touristique et environnementale
- ✓ Élaboration et mise en œuvre d'un plan de paysage
- ✓ Mise en cohérence et en réseau des plans locaux d'urbanisme communaux et mise en place d'outils communautaires de conseil et d'information, comme un système d'informations géographiques communautaire (SIG)
- ✓ Adhésion à un syndicat mixte pour la réalisation, la gestion et le suivi d'un Schéma de COhérence Territoriale (SCOT)
- ✓ Élaboration, mise en œuvre et coordination d'un plan global d'aménagement et de gestion du plateau Sainte Barbe, en concertation avec les communes et l'ensemble des utilisateurs

II - Actions de développement économique intéressant l'ensemble de la communauté

- ✓ Création, aménagement et gestion des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires et artisanales.
- ✓ Gestion et entretien des centres d'activités à vocation économique, dont le centre d'activités de Chaligny et le centre Ariane
- ✓ Actions d'animation et de soutien pour le maintien, le développement et l'accueil des activités industrielles, commerciales, artisanales, agricoles, touristiques et des porteurs de projet, dont le soutien à l'Agence de Développement des territoires du Sud Nancéen
- ✓ Adhésion et participation à des structures d'accompagnement financier de la création et du développement des entreprises telles les plates-formes d'initiatives locales en coopération, si nécessaire, avec d'autres structures intercommunales
- ✓ Élaboration et coordination de la mise en œuvre d'un programme concerté de développement et de promotion touristique
- ✓ Animation d'un point d'information touristique
- ✓ Création et entretien des sentiers de randonnées pédestres, équestres et de vélo tout terrain
- ✓ Création et entretien de l'itinéraire cyclable de la Boucle de la Moselle, pour sa partie située en Moselle et Madon
- ✓ Création et entretien d'équipements de tourisme fluvial

Compétences optionnelles

III - Protection et mise en valeur de l'environnement

- ✓ Assainissement collectif, contrôle et suivi de l'assainissement autonome
- ✓ Élimination, traitement et valorisation des déchets ménagers et assimilés
- ✓ Balayage de la voirie
- ✓ Définition et mise en œuvre d'actions globales de prévention, d'information, de sensibilisation et de coordination à l'échelle intercommunale contribuant à la protection et à la mise en valeur des espaces naturels et urbains
- ✓ Eau
- ✓ Animation d'un programme de sensibilisation et d'action pour le développement durable

IV - Politique du logement et cadre de vie

- Élaboration d'un schéma directeur de l'habitat
- Programme Local de l'Habitat (PLH)
- Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)
- Opérations d'incitation au ravalement de façades
- Élaboration et mise en œuvre d'une politique de logement et de maintien à domicile des personnes âgées et/ou handicapées
- Construction et gestion des logements de la Gendarmerie
- Réalisation et gestion d'aires d'accueil des gens du voyage

V - Création, aménagement et entretien de la voirie

- Aménagement et entretien des voies d'accès aux sites sidérurgiques de Neuves-Maisons, des voiries internes des zones d'activités et des espaces aménagés par la communauté de communes
- Curage des avaloirs
- Éclairage public (entretien des ampoules, vasques, réflecteurs et platines)

VI - Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et l'enseignement élémentaire

- Construction, aménagement et gestion d'équipements sportifs et culturels : piscine, bibliothèques en réseau, espaces multimédia

VII - Action sociale

- La communauté de communes est chargée d'animer un travail collectif, en complémentarité avec l'action des communes et pour aider celles-ci à

mettre en place les réponses adaptées, dans le domaine de la cohésion sociale, de l'insertion, des personnes âgées, de l'enfance et de la jeunesse. Cette démarche se traduit par un appui en ingénierie et au montage de projets et par l'organisation des synergies entre les équipements existants et à venir. Elle pourra donner lieu à la mise en place d'un outil favorisant le travail en commun sans se substituer aux centres communaux d'action sociale. Dans ce cadre général, la communauté de communes exerce en particulier les compétences suivantes :

- Participation aux politiques publiques de formation, d'insertion et de lutte contre l'exclusion animée par le Plan Local de l'Insertion et de l'Emploi, la Mission Locale et le Fonds Local pour l'Emploi et la Solidarité, animation d'un pôle emploi intercommunal et participation à la création et à l'animation d'une maison de l'emploi
- Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance
- Soutien aux chantiers, entreprises et associations d'insertion
- Création et gestion d'un relais assistantes maternelles

Compétences facultatives

VIII - Renforcement de la cohésion sociale, de l'identité locale et de la démocratie participative

- Action de coordination et de soutien aux initiatives culturelles
- Organisation du festival « les gens d'ici »
- Mise en œuvre d'actions et de projets de développement permettant la mobilisation de tous les habitants du bassin
- Organisation de sessions d'information ou de formation destinées aux élus et aux personnels communaux et intercommunaux

IX - Autres compétences

- Secours et incendie.
- Distribution d'énergie électrique
- Études dans tout domaine relevant des compétences communautaires, ou préalables à toute prise de compétence »

Le reste sans changement.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté de communes Moselle et Madon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à chacun des maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY le 19 octobre 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Extrait de l'arrêté du 19 octobre 2006 autorisant la dissolution du syndicat intercommunal d'électricité du bassin salifère

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
ARRETE

Article 1^{er} : Le syndicat intercommunal d'électricité du bassin salifère est dissous.

Article 2 : Les biens du syndicat sont répartis de la manière suivante :

- Communauté de communes du Grand Couronné : 693,33 Euros
- Communauté de communes des pays du sel et du Vermois : 104,34 Euros

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat intercommunal d'électricité du bassin salifère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux présidents des deux communautés de communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY le 19 octobre 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Extrait de l'arrêté autorisant le retrait des communes de Forcelles-sous-Gugney, Fraignes-en-Sainctois, Gugney et They-sous-Vaudémont du syndicat scolaire intercommunal du Sainctois

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
ARRETE

Article 1^{er} : Le retrait des communes de Forcelles-sous-Gugney, Fraignes-en-Sainctois, Gugney et They-sous-Vaudémont du syndicat scolaire intercommunal du Sainctois est autorisé.

Article 2 : Les communes citées à l'article 1^{er} devront assurer leurs charges financières pour l'année 2006 et leur quote-part des emprunts contractés à compter de 2007 selon la répartition suivante :

Forcelles-sous-Gugney : 315,84 euros

Fraignes-en-Sainctois : 272,16 euros

Gugney : 181,44 euros

They-sous-Vaudémont : 36,96 euros

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la présidente du syndicat scolaire intercommunal du Sainctois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY le 19 octobre 2006

Le préfet
Pour le préfet,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Extrait de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2006 autorisant la modification des statuts de la communauté de communes du Sainctois au Vermois dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire.

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
ARRETE

Article 1^{er} : Sont approuvés les nouveaux statuts de la communauté de communes du Sainctois au Vermois dont un exemplaire restera annexé au présent arrêté.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté de communes du Sainctois au Vermois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de chacune des communes membres de la communauté de communes et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY le 23 octobre 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Les statuts peuvent être consultés en préfecture.

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

BUREAU DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Extrait de l'arrêté préfectoral portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) de la dérivation du forage d'Hablainville par le syndicat intercommunal des eaux d'Hablainville b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
ARRETE

Titre I - Dispositions générales

Article 1^{er} - Objet

Est déclaré d'utilité publique, en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, le prélèvement par le syndicat intercommunal des eaux d'Hablainville dénommé ci-après 'la collectivité'. Le présent arrêté traite respectivement de :

1°) la dérivation par le forage d'Hablainville à Hablainville

2°) l'établissement des périmètres de protection autour du point d'eau à Hablainville, Vaxainville, Brouville, Gelacourt, Pettonville, Reherrey et Azerailles,

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Titre II - Dérivation des eaux

Article 2 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par un ouvrage de captage. La situation de l'ouvrage et les caractéristiques de la ressource en eau à exploiter sont précisées ci-après

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II		altitude
				X =	Y =	
Forage d'Hablainville	Hablainville	ZA 133	02693X0002	924354	2399766	332 m

Article 3 - Débits prélevés

Le volume à prélever ne pourra excéder 280 m³/j ni 25 m³/h.

Article 4 - Sauvegarde des intérêts généraux

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service responsable de la police des eaux.

Article 5 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés seront conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine)
- incidents survenus (pannes, eaux non conformes ...)
- modifications d'installations.

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte-rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte-rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m³/h) prélevé
- volume journalier maximum (en m³/j) prélevé
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés
- incidents survenus et modifications d'installations.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

Article 6 - La collectivité devra indemniser les usagers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux

Titre III - Périmètres de protection du point d'eau

Article 7 - Définition des périmètres de protection7-1 Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate du forage d'Hablainville est situé sur la parcelle ZA 133 territoire d'Hablainville. Il est constitué de l'emprise du réservoir dans lequel se trouve le forage.

7-2 Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée est constitué de la parcelle ZA 133 territoire d'Hablainville. Il couvre une surface de 9 a 97 ca.

7-3 Périmètre de protection éloignée

Le périmètre de protection éloignée s'étend sur une surface de 1715 ha environ conformément au plan au 1/25000° annexé au présent arrêté. Il s'étend sur les communes d'Hablainville, Vaxainville, Brouville, Gelacourt, Pettonville, Reherrey et Azerailles.

Article 8 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection8-1 Périmètre de protection immédiate

Les bâtiments abritant les ouvrages et constituant le périmètre de protection immédiate doivent être propriété du syndicat et le rester.

A l'intérieur de ce périmètre, toute activité autre que celle directement liée à l'entretien des ouvrages sera interdite. Son accès n'est autorisé qu'aux personnes chargées de l'entretien du captage.

8-2 Périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité autre que ceux engendrés par la nécessité du service. Le périmètre de protection rapprochée sera clôturé et maintenu en herbe. Il sera régulièrement entretenu sans engrais ni herbicide.

8-3 Périmètre de protection éloignée

A l'intérieur de ce périmètre tous les forages, puits captages et forages de reconnaissance pénétrant ou traversant le même aquifère seront soumis à autorisation quel que soit l'usage et le débit.

Article 9 - Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai maximum de deux ans à compter de la publication de l'arrêté :

- rénovation de la porte d'entrée et sécurisation des ouvertures, création d'une alarme permettant une surveillance à distance du fonctionnement
- clôture de la parcelle du périmètre de protection rapprochée par un grillage avec portail d'accès
- mise à jour de l'exutoire trop-plein/vidange et mise en place d'un clapet anti-intrusion et d'une crépine sur la conduite de sortie du réservoir vers la distribution.

Lors de travaux d'entretien de la pompe nécessitant sa dépose le syndicat effectuera des travaux d'inspection vidéo permettant de vérifier l'état de l'ouvrage.

Article 10 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté, devront satisfaire aux obligations de l'article 8 dans un délai d'un an.

Article 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 8, doit avant tout début de réalisation, faire part de son intention au préfet de Meurthe-et-Moselle, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement.

- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, il sera constitué par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique interviendra.

Article 12 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Les maires des communes d'Hablainville, Vaxainville, Brouville, Gelacourt, Pettonville, Reherrey et Azerailles sont chargés du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article R.1324-3 du code de la santé publique.

Article 13 - Publicité

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et sera affiché à la mairie de chacune des communes concernées pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans l'Est Républicain et Le Paysan Lorrain.

Les maires des communes concernées conservent le présent arrêté et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Titre IV - Utilisation de l'eau à des fins de consommation humaine

Article 14 - Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine par la collectivité.

Article 15 - Traitement

L'eau distribuée devra faire l'objet d'un traitement de correction de l'agressivité.

Article 16 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, selon la réglementation en vigueur.

Titre V - Dispositions diverses

Article 17 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 18 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville, le président du syndicat intercommunal des eaux d'Hablainville, les maires des communes d'Hablainville, Vaxainville, Brouville, Gelacourt, Pettonville, Reherrey et Azerailles, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté sera adressé au bureau des recherches géologiques et minières, à la direction régionale de l'environnement, à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, à l'agence de l'eau Rhin-Meuse.

Nancy, le 17 octobre 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

**Extrait de l'arrêté portant désignation du comité de pilotage
pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs
du Site d'Importance Communautaire FR 4100240 « Vallée de l'Esch,
d'Ansaerville à Jezainville »**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

ARRETE

Article 1 : Il est créé un comité de pilotage chargé de conduire l'élaboration du document d'objectifs du Site d'Importance Communautaire FR 4100240 " Vallée de l'Esch, d'Ansaerville à Jezainville " et sa mise en œuvre.

Article 2 : Le comité de pilotage est composé ainsi qu'il suit :

Représentants des collectivités territoriales et leurs groupements concernés :

- le président du conseil régional de Lorraine ou son représentant
- le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle ou son représentant
- le président de la communauté de communes des Trois Vallées ou son représentant
- la présidente de la communauté de communes des Côtes en Haye ou son représentant
- le président de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch ou son représentant
- le président de la communauté de communes du Pays de Pont-à-Mousson ou son représentant
- le président du Parc Naturel Régional de Lorraine ou son représentant
- le maire d'Ansaerville ou son représentant
- le maire de Blénod-les-Pont-à-Mousson ou son représentant
- le maire de Dieulouard ou son représentant
- le maire de Domevre-en-Haye ou son représentant
- le maire de Flirey ou son représentant
- le maire de Gezoncourt ou son représentant
- le maire de Griscourt ou son représentant
- le maire de Grosrouvres ou son représentant
- le maire de Hamonville ou son représentant
- le maire de Jezainville ou son représentant
- le maire de Limey-Remenaerville ou son représentant
- le maire de Lironville ou son représentant
- le maire de Mamey, ou son représentant
- le maire de Manonville ou son représentant
- le maire de Martincourt ou son représentant
- le maire de Minorville ou son représentant
- le maire de Rogeville ou son représentant
- le maire de Villers-En-Haye ou son représentant

Représentants de propriétaires, exploitants, usagers, associations de protection de la nature, scientifiques :

- le président de la fédération départementale des chasseurs ou son représentant
 - le président de la fédération départementale pour la pêche et la protection des milieux aquatiques de Meurthe-et-Moselle ou son représentant
 - le président de la chambre départementale d'agriculture ou son représentant
 - le président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ou son représentant,
 - le président du centre départemental des jeunes agriculteurs ou son représentant,
 - le président de la confédération paysanne de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
 - le président du conservatoire des sites lorrains ou son représentant,
 - le président du centre régional de la propriété forestière ou son représentant,
 - le président du conseil scientifique régional du patrimoine naturel ou son représentant,
 - le président du syndicat interdépartemental des exploitants forestiers et industriels du bois de Meuse et Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
 - la présidente du syndicat départemental de la propriété agricole de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- Représentants de l'Etat participant aux travaux du comité de pilotage à titre consultatif :

- le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant
- le directeur régional de l'environnement ou son représentant
- le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ou son représentant
- le délégué départemental de l'office national des forêts ou son représentant
- le directeur de l'agence de l'eau Rhin-Meuse
- le directeur du conseil supérieur de la pêche ou son représentant

Article 3 : Le préfet de Meurthe-et-Moselle convoque et préside la première réunion du comité de pilotage Natura 2000.

A cette occasion, les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements désignent, parmi eux, le président du comité de pilotage ainsi que la collectivité territoriale ou le groupement chargé de l'élaboration du document d'objectifs et du suivi de sa mise en œuvre.

A défaut, la présidence du comité est assurée par le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant.

Ces désignations interviennent initialement pour la durée d'élaboration du document d'objectifs puis, une fois celui-ci approuvé, pour des périodes de trois ans renouvelables.

Article 4 : Le comité de pilotage peut établir un règlement intérieur à la demande de plus de la moitié de ses membres.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le directeur régional de l'environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux membres.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

Marc BURG

Extrait de l'arrêté préfectoral déclarant d'intérêt général et autorisant les travaux de restauration du Sânon, de la Roanne et de la Loutre Noire

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

ARRETE

Article 1er - Objet et déclaration d'intérêt général

Le président de la communauté de communes du Pays du Sânon est autorisé à réaliser, dans les conditions du présent arrêté et conformément au dossier soumis à enquête, les travaux de restauration du Sânon, de la Roanne et de la Loutre Noire.

Ces travaux sont déclarés d'intérêt général.

Article 2 - Situation

Les travaux seront réalisés sur les communes de :

Xures, Mouacourt, Parroy, Hénaménil, Bauzemont, Einville-au-Jard, Maixe et Crévic pour ce qui concerne le Sânon, Bezange-la-Grande, Athienville, Arracourt, Juvrecourt et Réchicourt-la-Petite pour ce qui concerne la Loutre Noire, Hoéville, Courbesseaux et Réméréville pour ce qui concerne la Roanne.

Article 3 - Servitude de passage

Pendant les travaux, les riverains du Sânon, de la Roanne et de la Loutre Noire devront laisser passage sur leurs terrains, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, aux agents et surveillants chargés des travaux ainsi qu'aux agents chargés de la police et l'eau et de la police de la pêche.

Les propriétaires riverains seront personnellement informés à l'avance des travaux les concernant par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

Article 4 - Caractéristiques des travaux

Les travaux et ouvrages, qui seront réalisés conformément au projet déposé, comprennent notamment :

- la gestion de la végétation des berges et du lit (coupe des arbres et arbustes sur les berges, élagage, suppression des embâcles, abattage d'essences indésirables) ;
- la revégétalisation des berges ;
- la protection des berges par enrochement, par technique végétale mixte et au moyen de boudins en géotextile intercalés de lits et de plants et de plançons ;
- l'enlèvement des atterrissements dans le Sânon au droit du pont d'Hénaménil, dans le bras droit du Sânon au Moulin de Maixe, en aval du pont de Xures, à Bauzemont, à Crévic et à Parroy ;
- l'aménagement des ouvrages sur le Sânon afin de les rendre franchissables par la faune piscicole : le seuil du Moulin de Xures, le seuil rustique à Parroy, le seuil d'Einville et le seuil de Crévic.

- une renaturation par retalutage sur la Loutre Noire et la Roanne

Article 5 - Mesures de sauvegarde

Pendant les travaux, les ouvrages et les ruisseaux au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins seront vérifiés afin d'écartier tout risque de pollution des eaux (hydrocarbures).

Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ. Les abords du chantier seront nettoyés.

Le nettoyage des engins mis en œuvre sur le chantier se fera loin du cours d'eau.

Afin de permettre, s'il y a lieu, de prendre toute mesure préventive de sauvegarde du poisson, le permissionnaire avisera au moins huit jours avant le début d'exécution des travaux la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique, le conseil supérieur de la pêche de Meurthe-et-Moselle et la D.D.A.F. de Meurthe-et-Moselle chargée de la police de l'eau et de la pêche.

Article 6 - Mesures de sécurité publique

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures

nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

Article 7 - Réserve du droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 - Accord préalable pour certains travaux

Les aménagements de clôtures et plantations sur rives ne pourront être entrepris qu'avec l'accord préalable écrit des propriétaires riverains concernés. L'évacuation des bois après coupe devra intervenir sous délai de 15 jours après entente avec les propriétaires riverains.

Article 9 - Exécution des travaux - remise en état des lieux

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Les travaux de restauration du Sânon, de la Roanne et de la Loutre Noire devront avoir fait l'objet d'un commencement substantiel, sous peine de rendre caduque la déclaration d'intérêt général, avant le 1^{er} septembre 2007.

Les travaux de restauration du Sânon, de la Roanne et de la Loutre Noire devront être terminés dans un délai de 2 ans à compter de la notification du présent arrêté et devront être suivi d'un programme d'entretien qui s'échelonnnera de 2011 à 2014.

Article 10 - Clause de précarité

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent arrêté.

Article 11 - Modification des ouvrages

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du préfet.

Article 12 - Recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'auprès du tribunal administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le pétitionnaire à compter de la notification et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L214-10 du code de l'environnement).

Article 13 - Publication et exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, les maires de Xures, Mouacourt, Parroy, Hénaménil, Bauzemont, Einville-au-Jard, Maixe, Crévic, Bezange-la-Grande, Athienville, Arracourt, Juvrecourt Réchicourt-la-Petite, Hoéville, Courbesseaux et Réméréville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera adressée au chef de la brigade départementale du conseil supérieur de la pêche.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairies de Xures, Mouacourt, Parroy, Hénaménil, Bauzemont, Einville-au-Jard, Maixe, Crévic, Bezange-la-Grande, Athienville, Arracourt, Juvrecourt Réchicourt-la-Petite, Hoéville, Courbesseaux et Réméréville.

Nancy, le 18 octobre 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général,
Marc BURG

BUREAU DE LA SOLIDARITÉ, DE LA COHÉSION SOCIALE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle

Réunie le 12 octobre 2006, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SAS SADEF en qualité d'exploitante, afin d'être autorisée à procéder à l'extension de 2725 m² de vente d'un magasin de bricolage à l'enseigne M.Bricolage à LEXY, portant la surface totale de vente à 6699 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de LEXY.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 12 octobre 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle

Réunie le 12 octobre 2006, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SNC LIDL en qualité de future exploitante, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne LIDL à Cosnes-et-Romain de 980 m² de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Cosnes-et-Romain.

Nancy, le 12 octobre 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle

Réunie le 12 octobre 2006, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SCI HENRY en qualité de promoteur, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un magasin de vente d'articles de pêche à l'enseigne Europêche à Dommartin-les-Toul, Zac du Jonchery de 600 m² de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Dommartin-les-Toul.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 12 octobre 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle

Réunie le 12 octobre 2006, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SARL IAKATOYS en qualité de future exploitante, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un magasin de vente de jeux et jouets à l'enseigne King Jouet à Moncel-les-Lunéville de 800 m² de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Moncel-les-Lunéville.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 12 octobre 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Extrait de l'arrêté rectificatif portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de la communauté urbaine du grand Nancy

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

ARRETE

Article 1 : l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2006 est ainsi modifié.

Au titre des associations françaises des établissements de crédit

Suppléant

- M. Christophe HARDY – directeur d'agence – CETELEM – 34, rue Stanislas – 54042 NANCY CEDEX

Article 2 : Les représentants des associations familiales ou de consommateurs, ainsi que de l'union des associations françaises des établissements de crédit, sont nommés pour une durée d'un an.

Article 3 : Le sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, le directeur du développement durable et des politiques interministérielles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 23 octobre 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

Extrait de l'arrêté du 13 octobre 2006 autorisant la modification des statuts du syndicat intercommunal des eaux et d'assainissement des cités de Doncourt qui porte désormais le nom de syndicat intercommunal des eaux des cités de Doncourt

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

ARRETE

Article 1^{er} : Sont approuvés les nouveaux statuts du syndicat intercommunal des eaux et d'assainissement des cités de Doncourt qui porte désormais le nom de « syndicat intercommunal des eaux des cités de Doncourt ». Ces statuts resteront annexés au présent arrêté.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du syndicat intercommunal des eaux des cités de Doncourt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes et président de la communauté de communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 13 octobre 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Philippe RONSSIN

Les statuts peuvent être consultés à la sous-préfecture de Briey.

SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE

Extrait de l'arrêté du 18 octobre 2006 portant dissolution du syndicat à la carte de la ferme pédagogique

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

ARRETE

Article 1^{er} : Le syndicat à la carte de la ferme pédagogique est dissous.

Article 2 : L'actif et le passif sont répartis au prorata de la population, soit 77,54% à Moyen et 22,46% à Vallois.

Article 3 : Le sous-préfet de Lunéville et le chef de poste de la trésorerie de Lunéville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 18 octobre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lunéville,
Eric MAIRE

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2006 approuvant les modifications statutaires dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire de la communauté de communes du Lunévillois

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

ARRETE

Article 1^{er} : L'article 2 des statuts est rédigé ainsi qu'il suit :

« La communauté de communes du Lunévillois a pour compétences :

I. Aménagement de l'espace et du cadre de vie

- Elaboration de documents-cadre, de chartes intercommunales, ou de programmes de développement durable à l'échelle communautaire, et intégrant notamment :

* schémas d'orientation des carrières ;

* charte d'environnement ;

* charte paysagère ;

* schémas d'infrastructures concernant l'intercommunalité, avec définition des options en matière de création d'équipements ou de services. Ceci s'effectuera notamment dans le cadre des procédures ou documents afférents, de type SCOT, schémas de secteur, contrat de développement ou tout outil réglementaire s'y substituant ;

* schémas de cohérence territoriale (SCOT) et schémas de secteur (adhésion...) ;

* élaboration, suivi, gestion et mise en œuvre de la charte du pays Lunévillois, et de tout document similaire intéressant le territoire Lunévillois ;

- Adhésion à un syndicat mixte de pays

- Exercice du droit de préemption urbain dans les zones d'intérêt communautaire

- Etude, création et/ou réalisation de zones d'aménagement concerté (Z.A.C.) ayant une vocation économique

- Elaboration, révision ou adaptation du plan de déplacement communautaire

- Transports urbains : gestion directe ou déléguée du service, réalisation éventuelle des aménagements spécifiques nécessaires à sa mise en œuvre, réalisation des études afférentes

- Adhésion au syndicat départemental d'électricité (SDE 54)

II. Développement économique et touristique

Economie

a) Aménagement, entretien et gestion de zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques ou aéroportuaires d'intérêt communautaire. Sont d'intérêt communautaire la zone d'activités économiques des Mossus et la zone commerciale dite des « Wagons ».

Après acceptation des communes concernées, définition de nouvelles zones d'intérêt économique communautaire, et notamment des zones d'aménagement concerté (ZAC) sur lesquelles s'exerceront les compétences d'aménagement de promotion et de gestion par la communauté de communes du Lunévillois.

b) Actions de développement économique d'intérêt communautaire

1. Actions favorisant l'accueil et le développement d'activités économiques, y compris les missions de prospection, les actions d'animation et les opérations de communication en lien avec le tissu économique, à la condition qu'elles intéressent toutes les communes membres.

2. Aménagement et exploitation de locaux relais en vue de l'implantation, de la préservation ou du développement d'activités économiques, sous réserve de leur pertinence et de l'étude de leur équilibre économique.

3. Création ou participation à la création et au fonctionnement d'une pépinière d'entreprises ou d'un centre de ressources pour les entreprises.

4. Mise en place d'aides spécifiques destinées à favoriser et à encourager la création d'activités nouvelles sur le territoire communautaire.

5. Aide au développement d'activités rurales, par la promotion des productions locales et des produits du terroir.

6. Actions en faveur de l'emploi et de l'insertion professionnelle (soutien aux structures porteuses d'une démarche d'insertion par l'emploi à savoir PLIE, mission locale, ADLIS, INES, ADCTL et régie de quartiers, et création d'une maison de l'emploi).

Tourisme

* Définition, aménagement, promotion, gestion des zones de loisirs et de tourisme d'intérêt communautaire. La définition des dites zones

s'effectuera dans le cadre du programme de développement approuvé par le conseil de communauté.

- * Etudes et actions de promotion, d'animation et de réalisation de produits liés au développement touristique et de loisirs.
 - Création, aménagement gestion d'équipements touristiques, y compris par délégation, sous réserve des conditions cumulatives suivantes :
 - * s'inscrire dans une logique de développement équilibré du territoire et de cohérence d'aménagement ;
 - * favoriser la fréquentation de la communauté de communes ;
 - * contribuer à l'amélioration de l'accueil et de l'animation touristique de la communauté de communes.
 - Création et balisage d'itinéraires de randonnée (sont déclarés d'intérêt communautaire les itinéraires de randonnée suivants : sentier des Folies, sentier des Rappes, sentier de Thiébauchamp, sentier des Quatre Vents, boucle de Mondon, parcours de santé de Mondon, sentier de mémoire du Léomont) et création de nouveaux itinéraires s'inscrivant dans le cadre d'un projet communautaire défini par le conseil.
 - La compétence communautaire s'exerce en :
 - * entretien, excepté l'entretien des constructions implantées en bordure de ces chemins (fontaines, puits...) ;
 - * ouverture ;
 - * promotion ;
 - * balisage.
 - Création et gestion de campings et aires d'accueil des camping-cars communautaires.
 - Soutien à la création de chambres d'hôtes ou de gîtes.
 - Adhésion à l'office de tourisme ou à toute structure favorisant le développement touristique sur le territoire.
- III. Actions relatives à la protection et à la mise en valeur de l'environnement
- Elaboration, adaptation ou révision d'une charte d'environnement et de développement durable, et de tout document procédant d'une logique comparable à l'échelle communautaire, de type agenda 21.
 - Collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés, et actions de sensibilisation en direction des milieux professionnels pour l'élimination des déchets des entreprises.
 - Création, gestion et entretien de déchetteries et de points tri.
 - Adhésion à des structures publiques en charge de l'organisation de la gestion des déchets.
 - Assainissement :
 - * création, réalisation, entretien et gestion des réseaux et des stations d'épuration publics des communes membres de la structure intercommunale ;
 - * contrôle des installations publiques ou privées implantées sur des domaines privés et aboutissant dans les réseaux sus évoqués (systèmes d'assainissement non collectif...).
 Cette compétence s'exercera dans le cadre strict du règlement d'assainissement en vigueur.
 - Aménagement et entretien de sentiers pédestres, cyclistes et équestres à maître d'ouvrage communautaire ;
 - Réalisation de travaux d'hydraulique fluviale ayant pour objet la préservation des zones habitées, la protection des paysages et de la biodiversité dans les lits de la Meurthe et de la Vezouze.
- La communauté de communes se substitue de plein droit, pour l'exercice de cette compétence, aux communes ayant adhéré à une autre structure intercommunale.
- IV. Politique du logement et du cadre de vie
- Mise en place des outils de programmation et d'études dans le domaine de l'habitat sur tout le territoire de la communauté de communes (programme local de l'habitat, opérations programmées d'amélioration de l'habitat, etc.).
 - Réalisation d'analyses prospectives et opérationnelles sur l'occupation de l'espace dans le périmètre de l'intercommunalité, à partir du moment où elles concernent le territoire de la communauté de communes ou qu'elles ont des conséquences directes sur lui.
 - Rénovation de l'habitat et du cadre de vie, et notamment par l'instauration de politiques d'incitation à ladite rénovation, au ravalement, etc...
 - Création et/ou gestion de logements spécifiques, adaptés à des problématiques particulières et relevant de l'aménagement du territoire communautaire (logement des étudiants, des jeunes...). Ces opérations peuvent s'effectuer par l'intermédiaire d'opérateurs spécialisés (OPHLM...).
- V. Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs
- Création, extension, aménagement, entretien et exploitation d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire.
- Sont d'intérêt communautaire les équipements sportifs et culturels suivants :
- la piscine de Lunéville,
 - la médiathèque de Lunéville,
 - les bibliothèques publiques de Bénaménil et Vitrimont.
- L'intérêt communautaire des nouveaux établissements culturels et sportifs sera reconnu par délibérations concordantes des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes, sous réserve que la majorité qualifiée requise soit atteinte. »
- Article 2.** – Les statuts joints au présent arrêté sont approuvés.
- Article 3.** – Le sous-préfet de Lunéville et le président de la communauté de communes du Lunévillois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au trésorier payeur général et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.
- Lunéville, le 23 octobre 2006
- Pour le préfet et par délégation,
Le sous préfet de Lunéville,
Eric MAIRE

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2006 approuvant l'extension
de compétences de la communauté de communes du Bayonnais
(petite enfance – salle de judo – déchetterie)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
ARRETE

Article 1^{er}. – L'article 3 des statuts est rédigé comme suit :

« La communauté de communes a pour objet la mise en œuvre de toute politique destinée à assurer le développement et l'aménagement du territoire des communes adhérentes.

La communauté de communes exerce les compétences suivantes.

1. - Au titre des compétences obligatoires

1.1. - En matière de développement économique

Appui aux entreprises

Accueil, information et orientation des porteurs de projets économiques.

Adhésion à la plate-forme d'initiatives locales du Lunévillois.

Adhésion au CAPEMM.

Etablissement et gestion d'un fichier des locaux et terrains économiques vacants.

Soutien aux projets de développement des exploitations agricoles et des entreprises, par l'appui au montage de dossiers et la recherche de financements.

Soutien aux communes dans le maintien des commerces de première nécessité et/ou de dispositifs équivalents de remplacement (ex : mise en place de tournées, de dépôts...), par l'appui au montage des dossiers et la recherche de financements.

Réalisation d'une étude de faisabilité sur la création de zones d'activité intercommunales placée sous le régime de la taxe professionnelle de zone.

Développement touristique

Adhésion à l'office de tourisme du pays lunévillois, et participation aux actions de promotion.

Accueil, information, soutien technique et orientation des porteurs de projets touristiques.

Soutien financier aux actions de promotion pour :

- la création de circuits de découverte ou d'interprétation mettant en valeur le petit patrimoine, les paysages ou l'artisanat d'art sur plusieurs villages, en lien avec le pays lunévillois et les associations locales ;
- la création d'un guide des structures touristiques ;
- les projets touristiques ou de valorisation du patrimoine visant à promouvoir le territoire intercommunal et à développer son affluence touristique ;
- les projets touristiques ou de valorisation du patrimoine des structures suivantes :

Prieuré de Froville,

Maison de la mirabelle de Rozelieures.

Actions en faveur de l'emploi :

Adhésion à la mission locale pour l'emploi des jeunes du Lunévillois.

1.2. - En matière d'aménagement de l'espace communautaire

Elaboration d'un projet intercommunal de développement du territoire communautaire.

Soutien aux études pour la valorisation des paysages.

Soutien aux porteurs de projets publics ou privés, pour la valorisation des forêts et des vergers : montage de dossiers et recherche de financements.

Participation à l'élaboration d'un schéma de cohérence territoriale.

Soutien aux projets de valorisation de l'environnement, par l'appui au montage de dossiers et la recherche de financements.

Etude et mise en place d'un programme d'aménagement de l'Euron et du Loro d'ici à 2008.

Mise en place d'une étude sur les affluents de l'Euron, du Loro, et de la Moselle afin d'établir les priorités d'entretien. Ces affluents devront nécessairement être des cours d'eau permanents et recevoir des effluents domestiques.

2 - Au titre des compétences facultatives

2.1. - Habitat et cadre de vie

Conduite d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat.

Organisation de manifestations en faveur du fleurissement du territoire communautaire.

Mise en place d'une politique d'amélioration de l'habitat en complément des dispositifs traditionnels : aide au ravalement des façades, aides à la transformation de granges en logements, aide au traitement patrimonial des bâtiments endommagés, selon des règlements soumis à l'approbation du conseil communautaire.

Etude et mise en place éventuelle d'une équipe technique intercommunale.

2.2. - Environnement

Collecte des déchets ménagers et assimilés, traitement par tout procédé respectant la législation en vigueur.

Création d'une déchetterie sur le territoire communautaire.

2.3. - Equipements sportifs, socio - culturels et scolaires

Action culturelle et socioculturelle

Soutien financier et technique aux actions de promotion des manifestations culturelles ayant une dimension intercommunale selon les critères suivants : projets faisant intervenir des artistes professionnels et/ou visant à soutenir les pratiques amateurs et/ou ayant un caractère innovant.

Soutien financier et technique aux manifestations culturelles initiées par l'association « Scènes et Territoires ».

Soutien financier et technique au festival de Froville,

Mise en œuvre d'une politique d'animation intercommunale en faveur de la jeunesse (hors temps scolaire) en s'appuyant sur le monde associatif à compter du 1^{er} janvier 2006.

Lecture publique

Gestion et rénovation de la bibliothèque de Bayon.

Animation du réseau des points lecture du territoire de la communauté de communes.

Equipements sportifs

Gestion, extension et rénovation du gymnase de l'Euron à Bayon (transfert depuis le SIS de Bayon).

Création et gestion d'une nouvelle salle de judo avec équipements annexes.

Scolaire et périscolaire

Organisation du transport scolaire des élèves du collège de l'Euron (transfert depuis le SIS de Bayon).

Petite enfance

Mise en place d'un contrat enfance avec la création et la gestion d'un établissement « multi - accueil » pour les enfants de moins de six ans.

2.4. - Autres compétences

Distribution publique d'énergie électrique à l'exception de la maîtrise d'ouvrage des travaux de premier établissement, de renforcement, d'amélioration et de perfectionnement des ouvrages de distribution d'énergie électrique ; adhésion au syndicat départemental d'électricité.

Conduite d'études sur l'amélioration des systèmes de transports publics, en lien avec le pays lunévillois.

Conduite d'une politique de communication favorisant la participation des habitants au développement du territoire communautaire.

Conduite d'une réflexion sur l'amélioration des CCAS et la création d'un centre intercommunal d'action sociale.

2.5. - Adhésions

La communauté pourra adhérer par simple délibération du conseil communautaire à un syndicat mixte ou à un GIP DL et tout autre outil nécessaire intervenant dans la mise en œuvre d'un pays au sens de la loi précisant la notion de pays.

2.6. - Signature de conventions

La communauté de communes pourra, par simple délibération du conseil communautaire, signer des conventions avec des communes et établissements publics de coopération intercommunale. »

Article 2. – Les statuts ci-joints sont approuvés.

Article 3. - Le sous-préfet de Lunéville et le président de la communauté de communes du Bayonnais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Lunéville, le 23 octobre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lunéville,
Eric MAIRE

DELAI et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2006 approuvant les modifications statutaires dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire de la communauté de communes de la Vezouze

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
ARRETE

Article 1^{er}. – L'article 2 des statuts est rédigé ainsi qu'il suit :

« La Communauté de Communes de la Vezouze a pour compétences :

1 - Aménagement de l'espace

Elaboration, suivi, modification et révision des schémas directeurs d'aménagement de son territoire dont le Schéma de cohérence territoriale.

Définition des zones d'activités économiques d'intérêt communautaire. Sont d'intérêt communautaire les zones suivantes non existantes au 1^{er} juillet 2006 : zone d'activité à proximité de Blâmont ayant fait l'objet d'une étude de faisabilité en 2006 par la Solorem, zone d'activité située à Domjevin à proximité de l'intersection de la RD19 et de la RD19a entre l'ancienne RN4 et la nouvelle 2 x 2 voies, zone d'activité située sur le site de l'ancienne gare d'Avricourt (54) Réalisation, animation et mise en œuvre d'une Charte Forestière de Territoire (CFT).

2 – Développement économique

Mission d'assistance aux entreprises (montage de dossiers, recherche de financements), accueil des créateurs d'entreprises. Aides financières à l'investissement. Sont concernées les entreprises industrielles, commerciales, artisanales et agricoles.

Etude, réalisation, aménagement, gestion, commercialisation et signalétique de zones d'activités d'intérêt communautaire. Sont d'intérêt communautaire les zones mentionnées dans la compétence « aménagement de l'espace ».

3 – Environnement

Collecte, élimination et valorisation des déchets ménagers et assimilés y compris création, aménagement et gestion de déchetteries.

Actions de mise en valeur et de restauration, et octroi d'aides financières visant à la préservation du patrimoine naturel. Sont d'intérêt communautaire les actions concernant au minimum 2 communes. Les travaux de curage et d'entretien des cours d'eau restent toutefois de compétence communale.

Information, formations et sensibilisation générale à la défense de l'environnement et à la protection du patrimoine naturel.

Création d'un sentier thématique dans la vallée alluviale de la Vezouze.

Promotion des énergies renouvelables et soutien à leur développement (organisation de réunions d'information, de salons et d'expositions, octroi d'aides financières, création de salles pédagogiques, mise à disposition de locaux pour la structure animant la Route des Energies Renouvelables au titre de la sensibilisation du public aux EnR. L'aide au fonctionnement de cette structure au titre de l'animation sur les différents sites reste de compétence communale).

Octroi d'aides financières aux agriculteurs s'engageant dans une démarche « agriculture raisonnée ». Octroi d'aides financières aux agriculteurs dans le cadre de la mise en place d'une filière d'élimination des déchets sanitaires d'élevage.

Les travaux connexes des remembrements ne sont pas d'intérêt communautaire.

4 – Habitat et cadre de vie

Elaboration de programmes locaux de l'habitat et OPAH, aides financières en complément des dispositifs traditionnels.

Actions d'information, de réhabilitation et de restauration, octroi d'aides financières visant à la préservation du patrimoine bâti. Sont d'intérêt communautaire les actions concernant au minimum des éléments patrimoniaux de 2 communes.

5 – Développement local

Elaboration et exécution des programmes intercommunaux de développement local.

6 – Electrification

Représentation des collectivités membres dans tous les cas où les lois et règlements en vigueur, en particulier ceux relatifs à la nationalisation de l'électricité, prévoient que les collectivités doivent être représentées ou consultées.

Révision, négociation et signature avec Electricité de France, de tous les actes relatifs à la concession du service public de distribution de l'électricité sur le territoire des communes membres dont les concessions ont été transférées à Electricité de France, en application de la loi du 8 avril 1946. La communauté de communes constitue pour l'application des dispositions qui précèdent « l'organisation de regroupement » visé par l'article 2 du décret du 22 novembre 1960 ou de tout autre texte de même portée.

Encaissement, centralisation et utilisation par la communauté de communes dans le cadre des lois et règlements en vigueur des sommes dues par :

- le service public concessionnaire, en vertu des cahiers des charges de concession ou de convention en vigueur, d'une façon générale perception de redevance de la part du concessionnaire

- l'Etat

- le Département

ou tout autre organisme à titre de subvention ou de participation

7 – Maîtrises d'ouvrage déléguées

La communauté pourra, sous certaines conditions, à la demande des communes membres, assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée de travaux propres à ces communes. Une convention de délégation fixera les conditions techniques et financières de cette prestation.

La communauté pourra, sous certaines conditions, fournir des prestations de services à toute commune ou à tout groupement de communes. Une convention de prestation de services en fixera les conditions techniques et financières.

8 – Action sociale, culture, jeunesse, animation

Elaboration d'un schéma pluriannuel de développement des services d'accueil de la petite enfance. Construction, gestion et animation de structures d'accueil de la petite enfance (crèche, ludothèque, relais assistantes maternelles). Aides financières aux structures gérant de tels équipements. Aides financières à la formation des personnels intervenant dans ce cadre.

Activités sociales, culturelles et sportives au bénéfice des jeunes en dehors du temps scolaire dans le cadre du Contrat Educatif Local, du Contrat Temps Libre, et du Contrat Animation Jeunesse Territorialisé.

Octroi d'aides financières pour l'organisation de CLSH (centres de loisirs sans hébergement), pour des aides à la formation de futurs intervenants culturels dans les associations, pour des aides au transport pour les associations organisant des sorties (culturelles, sportives ou de loisir), pour des projets associatifs ponctuels dans le domaine de la culture et de l'animation (pour ces deux derniers cas, il ne s'agit pas d'une aide au fonctionnement des associations mais d'aides sur des projets ponctuels. L'aide au fonctionnement au titre de l'animation développée par l'association au sein de la commune reste de compétence communale).

Equipements informatiques à vocation pédagogique dans les écoles primaires et maternelles. Matériel informatique, installation, mobilier nécessaire à l'installation, frais de connexion et d'abonnement internet.

Gestion d'un pôle emploi en lien avec l'ANPE.

Organisation de conférences et d'expositions destinées aux seniors sur différents thèmes (santé, sujets juridiques,...) ainsi que pour les jeunes dans le cadre des politiques de prévention 'alcoolisme, drogue...).

9 – Equipements sportifs d'intérêt communautaire

Est d'intérêt communautaire :

La construction, la gestion et l'entretien d'une salle multisports à créer (non existante au 1^{er} juillet 2006).

10 – Tourisme

Participation financière à la gestion d'un office de tourisme de Pôle. Gestion d'une antenne de cet office de tourisme à Blâmont. Promotion touristique du territoire.

Achat et mise en place d'équipements touristiques (signalétique, mobilier, panneaux...) et toute action dans le domaine touristique dès lors que ces actions concernent au minimum deux communes. Mise en place d'une

signalétique et de mobilier touristique visant à mettre en valeur le parking d'accueil du parc éolien du Haut des Ailes situé sur la route communale entre Igney et Autrepierre.

Construction, aménagement, gestion et animation d'un équipement touristique sur le thème du lait et la valorisation de l'AOC Munster à Herbéviller (à proximité de la fromagerie).

Aides financières pour la création, l'aménagement ou l'extension de gîtes ruraux, chambres d'hôtes et autres structures d'accueil touristique.

Gestion des réservations dans le cadre de la Route du Lait et des Saveurs.

Organisation d'un concours intercommunal des villages fleuris.

Balises de sentiers de randonnée d'intérêt communautaire. Création et entretien d'ouvrages, débroussaillage et fauche d'entretien uniquement lorsque ceci est ponctuellement nécessaire à l'établissement (ou au rétablissement) d'une continuité du parcours balisé disparue ou n'ayant jamais existé. L'entretien des chemins ruraux reste de la compétence communale.

Est défini d'intérêt communautaire le balisage des itinéraires pédestres suivants :

Circuit des Evrieux

Boucles des Entonnoirs

Boucle de Grandseille

Circuit de l'Aulnoye

Sentier circulaire de Blâmont

Sentier linéaire Blâmont – Neuviller (pour le tronçon situé sur le territoire de la CCV)

Circuit de la chapelle Sainte Agathe (pour le tronçon situé sur le territoire de la CCV)

Circuit du Haut des Ailes

Circuit du Front (pour le tronçon situé sur le territoire de la CCV)

11 – Pays

La communauté de communes est représentante de l'ensemble de ses communes adhérentes pour la mise en place du Pays Lunévillois.

Elle est compétente pour adhérer par délibération de son conseil communautaire à un syndicat mixte et à tout autre outil nécessaire intervenant dans la mise en œuvre d'un Pays au sens de la loi précisant la notion de Pays.

La communauté de communes participe à l'élaboration, l'approbation, le suivi, la gestion et la mise en œuvre de la charte de Pays au sens de la loi précisant la notion de Pays.

Article 2. - Le sous-préfet de Lunéville et le président de la communauté de communes de la Vezouze sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Lunéville, le 23 octobre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lunéville,
Eric MAIRE

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Extrait de la décision de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour l'H.L.I. 3 H santé à Cirey sur Vezouze

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE
DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
DECIDE

Article 1 : La participation du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics ou privés au financement de la promotion professionnelle à l'hôpital local intercommunal 3H santé :

intitulé des mesures financées	Calendrier de réalisation	coût total de la formation	montant de la participation du F.M.E.S.P.P.
une formation d'I.D.E.	de octobre 2006 à octobre 2008	62 655	62 655
total		62 655	62 655

Elle sera versée à l'établissement par la caisse des dépôts et consignations, gestionnaire du fonds pour la modernisation de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.).

Article 2 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'hôpital local intercommunal 3H santé de Cirey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 19 septembre 2006

Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
Antoine PERRIN

Extrait de la décision de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour le C.R.S. Saint Luc d'Abreschviller

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE
DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
DECIDE

Article 1 : La participation du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés au financement de la promotion professionnelle au centre de réadaptation spécialisé Saint-Luc d'Abreschviller, est fixée comme suit, au titre de l'année 2006 :

formation	calendrier de réalisation	montant de la participation du F.M.E.S.P.P.
1 aide-soignante	2006-2007	27 000 €

Elle sera versée à l'établissement par la caisse des dépôts et consignations, gestionnaire du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.).

Article 2 : Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de la Moselle et le directeur du centre de réadaptation spécialisé Saint-Luc d'Abreschviller sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 19 septembre 2006

Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
Antoine PERRIN

Extrait de la décision de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour Alpha Santé à Hayange

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE
DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
DECIDE

Article 1 : La participation du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés au financement de la promotion professionnelle à Alpha Santé Hayange est fixée comme suit, au titre de l'année 2006 :

formation	calendrier de réalisation	montant de la participation du F.M.E.S.P.P.
1 IDE	2006-2009	98 000 €

Elle sera versée à l'établissement par la caisse des dépôts et consignations, gestionnaire du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.).

Article 2 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Moselle et le directeur d'Alpha Santé Hayange sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 19 septembre 2006

Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
Antoine PERRIN

Extrait de la décision de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour le centre hospitalier de Briey

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE
DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
DECIDE

Article 1 : La participation du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics ou privés au financement de la promotion professionnelle au centre hospitalier de Briey :

intitulé des mesures financées	calendrier de réalisation	coût total de la formation	montant de la participation du F.M.E.S.P.P.
une formation d'I.D.E.	2006-2009	96 955,40	96 956
total		96 955,40	96 956

Elle sera versée à l'établissement par la caisse des dépôts et consignations, gestionnaire du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.).

Article 2 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meurthe-et-Moselle et la directrice du centre hospitalier de Briey sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 19 septembre 2006

Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
Antoine PERRIN

Extrait de la décision 88D/N°147/2006 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour l'Hôpital local de Bussang

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE
DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
DECIDE

Article 1 : La participation du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés au financement de la promotion professionnelle à l'hôpital local de Bussang, est fixée comme suit, au titre de l'année 2006 :

intitulé des mesures financées	calendrier de réalisation	montant de la participation du F.M.E.S.P.P.
formation diplôme d'état d'infirmier (1agent)	2006	16 000 €
total		16 000 €

Elle sera versée à l'établissement par la caisse des dépôts et consignations, gestionnaire du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.).

Article 2 : Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales des Vosges et le directeur de l'hôpital local de Bussang sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 19 septembre 2006

Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
Antoine PERRIN

Extrait de la décision de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour le centre Alexis Vautrin à Vandoeuvre les Nancy

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE
DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
DECIDE

Article 1 : La participation du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics ou privés au financement de la promotion professionnelle du centre Alexis Vautrin .

intitulé des mesures financées	calendrier de réalisation	coût total de la formation	montant de la participation du F.M.E.S.P.P.
une formation d'I.B.O.D.E.	De octobre 2006- à mars 2008	75 314	29 000
total		75 314	29 000

Elle sera versée à l'établissement par la caisse des dépôts et consignations, gestionnaire du fonds pour la modernisation de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.).

Article 2 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meurthe-et-Moselle et le directeur du centre Alexis Vautrin de Vandoeuvre-les-Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 19 septembre 2006

Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
Antoine PERRIN

Extrait de la décision de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour le C.H.U. de Nancy

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE
DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
DECIDE

Article 1 : La participation du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics ou privés au financement de la promotion professionnelle au centre hospitalier universitaire de Nancy :

intitulé des mesures financées	Calendrier de réalisation	coût total de la formation	montant de la participation du F.M.E.S.P.P.
deux formations d'I.D.E.	Février 2007 à avril 2010	209 390,50	196 000
Total		209 390,50	196 000

Elle sera versée à l'établissement par la caisse des dépôts et consignations, gestionnaire du fonds pour la modernisation de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.).

Article 2 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meurthe-et-Moselle et le directeur du centre hospitalier universitaire de Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 19 septembre 2006

Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
Antoine PERRIN

Extrait de la décision 55D n° 1/2006 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour le centre hospitalier de Commercy

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE
DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
DECIDE

Article 1 : La participation du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés au financement de la promotion professionnelle au centre hospitalier de Commercy, est fixée comme suit, au titre de l'année 2006 :

intitulé de la mesure financée	calendrier de réalisation	montant de la participation du F.M.E.S.P.P.
formation au diplôme professionnel d'aide-soignante (1 agent)	2005/2006	8 601 €

Elle sera versée à l'établissement par la caisse des dépôts et consignations, gestionnaire du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.).

Article 2 : Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse et le directeur du centre hospitalier de Verdun sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 19 septembre 2006

Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
Antoine PERRIN

Extrait de la décision 88D/N°149/2006 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour le centre hospitalier de Gérardmer

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE
DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
DECIDE

Article 1 : La participation du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés au financement de la promotion professionnelle au centre hospitalier de Gérardmer, est fixée comme suit, au titre de l'année 2006 :

intitulé des mesures financées	calendrier de réalisation	montant de la participation du F.M.E.S.P.P.
formation diplôme professionnel d'aide-soignant (1agent)	2006	26 284 €
total		26 284 €

Elle sera versée à l'établissement par la caisse des dépôts et consignations, gestionnaire du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.).

Article 2 : Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales des Vosges et le directeur du centre hospitalier de Gérardmer sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 19 septembre 2006

Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
Antoine PERRIN

Extrait de la décision 88D/N°146/2006 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour l'hôpital local de Lamarche

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE
DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
DECIDE

Article 1 : La participation du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés au financement de la promotion professionnelle à l'hôpital local de Lamarche, est fixée comme suit, au titre de l'année 2006 :

intitulé des mesures financées	calendrier de réalisation	Montant de la Participation du F.M.E.S.P.P.
formation diplôme d'état d'infirmier (1agent)	2006	60 294 €
total		60 294 €

Elle sera versée à l'établissement par la caisse des dépôts et consignations, gestionnaire du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.).

Article 2 : Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales des Vosges et le directeur par intérim de l'hôpital local de Lamarche sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 19 septembre 2006

Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
Antoine PERRIN

Extrait de la décision 88D/N°148/2006 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour l'hôpital local Le Thillot

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE
DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
DECIDE

Article 1 : La participation du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés au financement de la promotion professionnelle à l'hôpital local du Thillot, est fixée comme suit, au titre de l'année 2006 :

intitulé des mesures financées	calendrier de réalisation	montant de la participation du F.M.E.S.P.P.
formation diplôme d'état d'infirmier (1agent)	2006	78 616 €
total		78 616 €

Elle sera versée à l'établissement par la caisse des dépôts et consignations, gestionnaire du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.).

Article 2 : Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales des Vosges et le directeur par intérim de l'hôpital local du Thillot sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 19 septembre 2006

Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
Antoine PERRIN

Extrait de la décision de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour le centre médico-psychologique la fontenelle de Maizeroy

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE
DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
DECIDE

Article 1 : La participation du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés au financement de la promotion professionnelle au centre médico-psychologique la fontenelle de Maizeroy, est fixée comme suit, au titre de l'année 2006 :

formation	calendrier de réalisation	montant de la participation du F.M.E.S.P.P.
1 moniteur éducateur	2006-2007 (33 semaines)	16 512 €

Elle sera versée à l'établissement par la caisse des dépôts et consignations, gestionnaire du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.).

Article 2 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Moselle et le directeur du centre médico-psychologique la fontenelle de Maizeroy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 19 septembre 2006

Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
Antoine PERRIN

Extrait de la décision de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour l'hôpital saint François de Marange Silvange

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE
DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
DECIDE

Article 1 : La participation du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés au financement de la promotion professionnelle à l'hôpital saint François de Marange Silvange, est fixée comme suit, au titre de l'année 2006 :

formation	calendrier de réalisation	montant de la participation du F.M.E.S.P.P.
1 aide-soignante	2006-2007	27 000 €

Elle sera versée à l'établissement par la caisse des dépôts et consignations, gestionnaire du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.).

Article 2 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Moselle et le directeur de l'hôpital saint François de Marange Silvange sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 19 septembre 2006

Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
Antoine PERRIN

Extrait de la décision de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour le centre Jacques Pariset à Bainville sur Madon

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE
DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
DECIDE

Article 1 : La participation du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés au financement de la promotion professionnelle de l'O.H.S. de Flavigny :

intitulé des mesures financées	Calendrier de réalisation	coût total de la formation	montant de la participation du F.M.E.S.P.P.
une formation d'A.S.	de octobre 2006 à octobre 2007	30 560	27 000
Total		30 560	27 000

Elle sera versée à l'établissement par la caisse des dépôts et consignations, gestionnaire du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.).

Article 2 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Moselle et le directeur de l'O.H.S. de Flavigny sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 19 septembre 2006

Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
Antoine PERRIN

Extrait de la décision de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour l'H.L.I. Pompey / Lay Saint Christophe

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE
DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
DECIDE

Article 1 : La participation du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics ou privés au financement de la promotion professionnelle à

l'hôpital local intercommunal Pompey / Lay Saint Christophe :

intitulé des mesures	calendrier de réalisation	coût total de la formation	montant de la participation du F.M.E.S.P.P.
une formation d'I.D.E.	de septembre 2006 à février 2009	81 575	81 575
total		81 575	81 575

Elle sera versée à l'établissement par la caisse des dépôts et consignations, gestionnaire du fonds pour la modernisation de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.).

Article 2 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Moselle et la directrice de l'hôpital local intercommunal Pompey / Lay Saint Christophe sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 19 septembre 2006

Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
Antoine PERRIN

Extrait de la décision 88D n° 143/2006 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour le centre hospitalier de Ravenel à Mirecourt

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE
DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
DECIDE

Article 1 : La participation du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés au financement de la promotion professionnelle au centre hospitalier de Ravenel à Mirecourt, est fixée comme suit, au titre de l'année 2006 :

intitulé des mesures financées	calendrier de réalisation	montant de la participation du F.M.E.S.P.P.
Formation diplôme d'état d'infirmier (1agent)	2006	88 317 €
total		88 317 €

Elle sera versée à l'établissement par la caisse des dépôts et consignations, gestionnaire du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.).

Article 2 : Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales des Vosges et le directeur du centre hospitalier de Ravenel à Mirecourt sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 19 septembre 2006

Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
Antoine PERRIN

Extrait de la décision 88D n° 145/2006 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour l'hôpital local de Senones

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE
DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
DECIDE

Article 1 : La participation du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés au financement de la promotion professionnelle à l'hôpital local de Senones, est fixée comme suit, au titre de l'année 2006 :

intitulé des mesures financées	calendrier de réalisation	montant de la participation du F.M.E.S.P.P.
formation diplôme de cadre de santé (1agent)	2006	24 000 €
total		24 000 €

Elle sera versée à l'établissement par la caisse des dépôts et consignations, gestionnaire du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.).

Article 2 : Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales des Vosges et le directeur de l'hôpital local de Senones sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 19 septembre 2006

Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
Antoine PERRIN

Extrait de la décision 88D n° 144/2006 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour le centre hospitalier de Saint Dié des Vosges

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE
DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
DECIDE

Article 1 : La participation du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés au financement de la promotion professionnelle au

centre hospitalier de Saint Dié des Vosges, est fixée comme suit, au titre de l'année 2006

intitulé des mesures financées	calendrier de réalisation	montant de la participation du F.M.E.S.P.P.
formation diplôme d'état d'infirmier anesthésiste (1agent)	2006	51 393 €
total		51 393 €

Elle sera versée à l'établissement par la caisse des dépôts et consignations, gestionnaire du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.).

Article 2 : Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales des Vosges et le directeur du centre hospitalier de Saint Dié des Vosges sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 19 septembre 2006 Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
Antoine PERRIN

Extrait de la décision de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour la maternité hôpital Sainte Croix à Metz

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE
DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
DECIDE

Article 1 : La participation du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés au financement de la promotion professionnelle à la maternité Sainte Croix de Metz est fixée comme suit, au titre de l'année 2006 :

formation	calendrier de réalisation	montant de la participation du F.M.E.S.P.P.
1 I.D.E.	2006-2009	98 000 €

Elle sera versée à l'établissement par la caisse des dépôts et consignations, gestionnaire du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.).

Article 2 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Moselle et le directeur de la maternité Sainte Croix de Metz sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 19 septembre 2006 Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
Antoine PERRIN

Extrait de la décision de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour la clinique Sainte Elisabeth de Thionville

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE
DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
DECIDE

Article 1 : La participation du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés au financement de la promotion professionnelle à la clinique Sainte Elisabeth de Thionville, est fixée comme suit, au titre de l'année 2006 :

formation	calendrier de réalisation	montant de la participation du F.M.E.S.P.P.
1 aide-soignante	2006-2007	27 000 €

Elle sera versée à l'établissement par la caisse des dépôts et consignations, gestionnaire du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.).

Article 2 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Moselle et le directeur de la clinique Sainte Elisabeth de Thionville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 19 septembre 2006 Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
Antoine PERRIN

Extrait de la décision de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour le centre hospitalier de Saint Nicolas de Port

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE
DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
DECIDE

Article 1 : La participation du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics ou privés au financement de la promotion professionnelle au centre hospitalier de Saint Nicolas de Port :

intitulé des mesures financées	calendrier de réalisation	coût total de la formation	montant de la participation du F.M.E.S.P.P.
une formation d'I.D.E.	de septembre 2006 à septembre 2008		98 000
Total			98 000

Elle sera versée à l'établissement par la caisse des dépôts et consignations, gestionnaire du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.).

Article 2 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse et la directrice du centre hospitalier de Saint Nicolas de Port sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 19 septembre 2006 Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
Antoine PERRIN

Extrait de la décision 55D n° 2/2006 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06 concernant la répartition des crédits F.M.E.S.P.P. 2006 relatifs aux promotions professionnelles pour le centre hospitalier de Verdun

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE
DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
DECIDE

Article 1 : La participation du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés au financement de la promotion professionnelle au centre hospitalier de Verdun, est fixée comme suit, au titre de l'année 2006 :

intitulé de la mesure financée	calendrier de réalisation	Montant de la Participation du F.M.E.S.P.P.
formation d'une I.D.E.	2006 /2009	91 460 €

Elle sera versée à l'établissement par la caisse des dépôts et consignations, gestionnaire du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.).

Article 2 : Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse et le directeur du centre hospitalier de Verdun sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 19 septembre 2006 Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
Antoine PERRIN

SERVICE : ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTÉ

Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2006 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE
DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
ARRETE

Article 1er- : La composition du Conseil d'Administration du Centre Alexis Vautrin est fixée comme suit :

- 1 Le représentant de l'Etat dans le département
Monsieur BALAND, Préfet de Meurthe et Moselle
- 2 Le Directeur de l'unité de formation ou de recherche de médecine
Monsieur le Professeur NETTER, Doyen de la faculté de médecine
- 3 Le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire
Monsieur PERICARD, Directeur Général du CHU de NANCY
- 4 Une personnalité scientifique désignée par l'Institut National du Cancer
Monsieur le Professeur François AMALRIC, Directeur du département « Biologie du Cancer ».
- 5 Un représentant du Conseil Economique et Social Régional
Monsieur Patrice SANGIER, Vice-Président du Conseil Economique et Social de Lorraine.
- 6 Quatre représentants des personnels :
Monsieur le Docteur VERHAEGHE, représentant la CME
Monsieur le Professeur CONROY, représentant la CME,
Madame VOLFF Dominique, cadre, représentant le CE
Madame MARI Magda, représentant le CE.
- 7 4 personnes qualifiées dont un médecin :
Monsieur le Professeur Philippe CANTON, représentant l'Ordre des Médecins
Monsieur André ROSSINOT, Président de la Communauté Régionale de Lorraine,
Monsieur Bernard MERTZ, Conseiller Régional de Lorraine,
Madame Dominique OLIVIER, Conseiller Général de Meurthe et Moselle.
- 8 Deux représentants des usagers :
Monsieur André HUMBERT, représentant la Ligue Nationale contre le Cancer,
Monsieur le Docteur Roger SAFFROY, représentant la Ligue Nationale contre le Cancer.

Article 2- : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur Général du Centre Alexis Vautrin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Fait à Nancy, le 17 octobre 2006 Le Directeur de l'Agence Régionale
de l'Hospitalisation de Lorraine,
Docteur Antoine PERRIN

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 6 du 17 octobre 2006 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE
DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
ARRETE

Article 1er.- : La composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE est fixée comme suit :

- 1 Cinq représentants des communes concernées
Monsieur TROGRIC Laurent, Maire de POMPEY, fin du mandat en mars 2007,
Madame GRANDURY Régine, conseillère municipale et adjointe au maire de la ville de POMPEY, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur ROMBACH Claude, conseiller municipal de POMPEY, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur ROTACH Pierre, Maire de LAY SAINT CHRISTOPHE, fin du mandat en mars 2007,
Madame PRADURAT Marilyne conseiller municipal de LAY SAINT CHRISTOPHE, fin du mandat en mars 2007.
- 2 Un représentant du département désigné par le conseil général
Monsieur UHLRICH Jean-Marie, Conseiller Général, fin du mandat en mars 2007.
- 3 Le président et le vice-président de la CME
Monsieur le Docteur MATHIEU Richard, Président, fin du mandat en octobre 2006,
Monsieur BERR Marc, Vice-Président, fin du mandat en octobre 2006.
- 4 Un autre membre de la CME
Madame GLATH Florence, pharmacien, fin du mandat en octobre 2006.
- 5 Un membre de la commission du service de soins infirmiers
Madame CUNAT Marie-Paule, cadre infirmier, fin du mandat en octobre 2008.
- 6 Deux représentants personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
Madame DAUMAS Nadine, déléguée CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Madame SAINT MARD Catherine, déléguée CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 7 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Monsieur le Docteur COLSON Jean, médecin non hospitalier, fin du mandat en octobre 2008,
Monsieur RAUCH Gérard, infirmier libéral, en remplacement de Madame BARTHELEMY Michèle, fin du mandat en avril 2009,
Madame DUPUIS Marie-José, retraitée de l'enseignement, fin du mandat en octobre 2008.
- 8 Deux représentants des usagers
Madame SOMNARD Christine, représentant l'Association Départementale pour la Visite des Malades dans les Etablissements Hospitaliers (VMEH), fin du mandat en octobre 2008,
Madame PEUREUX Claudine, représentant l'Association Paroissiale de LAY SAINT CHRISTOPHE, visiteur des résidents, fin du mandat en octobre 2008,
Monsieur CARVONE Ettore, représentant le Secours Catholique, fin du mandat en octobre 2006.
- 9 Un représentant à titre consultatif des familles
Monsieur LANCLUME Gérard, Président du Conseil de la Vie Sociale.

Article 2.- : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 5 du 28 avril 2006.

Article 3.- : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Fait à Nancy, le 17 octobre 2006

Le Directeur de l'Agence Régionale
de l'Hospitalisation de Lorraine,
Docteur Antoine PERRIN

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**Extrait de l'arrêté n° 14 du 17 octobre 2006 fixant la composition
du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de LUNEVILLE**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE
DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
ARRETE

Article 1er.- : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de LUNEVILLE est fixée comme suit :

- 1 Le maire de la commune – Président de droit du Conseil d'administration
Monsieur Michel CLOSSE, Maire de LUNEVILLE, fin du mandat en mars 2007.
- 2 Trois représentants du conseil municipal
Madame Dominique POPARD, conseillère municipale de LUNEVILLE, en remplacement de Madame Marie-Paule DUCLAUX, fin du mandat en mars 2007,
Madame Thérèse RUELLET, Adjointe au maire de LUNEVILLE, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur Lucien SCHERSACH, Adjoint au maire de LUNEVILLE, fin du mandat en mars 2007.
- 3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée
Mademoiselle Rachel LE PAIGE, adjointe au maire et représentant la commune de BACCARAT, fin du mandat en mars 2007,

Monsieur Ghislain DEMONET, Maire de BLAINVILLE SUR L'EAU et représentant de cette ville, fin du mandat en mars 2007.

- 4 Un représentant du conseil général
Monsieur Philippe FLEURENTIN, conseiller général, fin du mandat en mars 2007.
- 5 Un représentant du conseil régional
Madame Laurence DEMONET, conseillère régionale, fin du mandat en mars 2007.
- 6 Le président et le vice président de la CME
Président : Monsieur le Docteur Henri PIERSON, président de la CME en remplacement de Madame Edith DUFAY, fin du mandat en mai 2010,
Vice-Président : Monsieur le Docteur Pierre-Jean COURBEY, chirurgien chef de service, fin du mandat en mai 2010.
- 7 Deux autres membres de la CME
Monsieur le Docteur David ROSA, médecin urgentiste, en remplacement de Monsieur le Docteur Elias MANACHE, fin du mandat en mai 2010,
Monsieur David PINEY, pharmacien, en remplacement de Monsieur le Docteur Henri PIERSON, fin du mandat en mai 2010.
- 8 Un membre de la commission du service de soins infirmiers
Madame Evelyne GRANDJEAN, cadre de santé en chirurgie, fin du mandat en 30 janvier 2007.
- 9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
Madame Véronique MALERIAT, IDE, représentante FO, fin du mandat en janvier 2008,
Madame Catherine PARISSET, adjoint administratif, représentant FO, fin du mandat en janvier 2008,
Monsieur Sylvain THOMAS, ambulancier, représentant FO, fin du mandat en janvier 2008.
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Monsieur Fernand GOUTTE, Colonel en retraite, fin du mandat en juin 2007,
Monsieur le Docteur Georges GRANGE, médecin généraliste, fin du mandat en décembre 2006,
Madame Nelly MONTCOURTOIS, infirmière libérale représentant le Syndicat des Infirmiers Libéraux, fin du mandat en décembre 2006.
- 11 Trois représentants des usagers
Madame Michelle CHALON, Présidente de l'ADMR d'EINVILLE ARRACOURT, fin du mandat en juin 2007,
Monsieur André CHATELAIN, représentant l'UDAF 54, fin du mandat en juin 2007,
Monsieur Michel JAMBEL, représentant INES, fin du mandat en décembre 2006.

Article 2.- : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 13 du 25 janvier 2006.

Article 3.- : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de LUNEVILLE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Fait à Nancy, le 17 octobre 2006 Le Directeur de l'Agence Régionale
de l'Hospitalisation de Lorraine,
Docteur Antoine PERRIN

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES
ET SOCIALES DE LORRAINE**

SERVICE PROTECTION SOCIALE

**Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N° 2006 - 427 en date du 5 octobre 2006 portant
nomination des membres du Conseil de l'U.R.C.A.M. de Lorraine**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DEFENSE-EST
PREFET DE LA MOSELLE
ARRETE

Article 1er : Sont nommés membres du conseil de l'U.R.C.A.M. de Lorraine :
En tant que représentants des assurés sociaux sur désignation de :

1. la Confédération Générale du Travail (CGT)
Titulaires : Mme HILPERT Bernadette née MULLER (CPAM Sarreguemines)
M. CICCOTELLI Sylvio (CPAM Nancy)
Suppléants : M. TOMMASINI Michel (CPAM Epinal)
M. MARTY André (CPAM Bar le Duc)
2. la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)
Titulaires : M. ATTENONT Hubert (CPAM Nancy)
Mme VAISSE Brigitte née PUCELLE (CPAM Thionville)
Suppléants : Mme MARQUIS Bernadette née JOLY (CPAM Epinal)
Mlle GILSON Nicole (CPAM Bar le Duc)
3. la Confédération Générale du Travail-Force Ouvrière (CGT-FO)
Titulaires : Mlle CASANOVA Aline (CPAM Metz)
M. FEUILLATRE Patrick (CPAM Nancy)
Suppléants : M. GEORGES Raymond (CPAM Nancy)
M. BRIAUX Yves (CPAM Bar le Duc)
4. la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)
Titulaire : M. DEL GRANDE Patrick (CPAM Nancy)

Suppléant : M. LACROIX Norbert (CPAM Thionville)

5. la Confédération Française de l'Encadrement-CGC (CFE-CGC)

Titulaire : M. ADAM Gérard (CPAM Thionville)

Suppléant : M. DEGRATI Christian (CPAM Metz)

En tant que représentants des employeurs et sur désignation :

1. du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) :

Titulaires : M. CLEDAT Alain (CPAM Bar le Duc)

M. COUR Jean-Louis (CPAM Thionville)

M. HEUGUES Bernard (CPAM Nancy)

M. STROHL Jean-Claude (CPAM Epinal)

Suppléants : Mlle FELLER Fanny (CPAM NANCY)

Mme FERON GRENOUILLEAU Colette (CPAM Bar le Duc)

M. JOMARD Daniel (CPAM Epinal)

M. SCHLEISS Bernard (CPAM Sarreguemines)

2. de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)

Titulaires : M. DECAESTEKER Eric (CPAM Nancy)

M. ALVES FERREIRA DE ASSUNCAO Géraud (CPAM Longwy)

Suppléants : M. VOIRIN Frédéric (CPAM Epinal)

Mme PERGENT Martine née BARTHELEMY (CPAM Bar le Duc)

3. de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA)

Titulaires : M. MUSQUAR Yves (CPAM Nancy)

M. POIREL André (CPAM Nancy)

Suppléants : M. BOULENGER Guy (CPAM Nancy)

M. GERAULD Michel (CPAM Nancy)

En tant que représentants de la Fédération Nationale de la Mutualité Française :

Titulaires : M. BARNAGAUD Gilles (CPAM Bar le Duc)

M. CHENUT Eric (CPAM Nancy)

Suppléants : M. WEIDMANN Robert (CPAM Metz)

M. THIRIET Daniel (CPAM Epinal)

En tant que représentants du régime d'Assurance Maladie des Travailleurs non Salariés non Agricoles :

Titulaires : M. CENTONZE Salvatore

M. THOMAS Christian

Suppléants : M. ESCHENBRUMER Daniel

M. LAURENT Guy-Bernard

En tant que représentants du régime Agricole d'Assurance Maladie :

Titulaires : M. DESALME Claude

M. LEROY Patrick

Suppléants : Mme BRODIER Renée

M. GAUTROT Gilbert

En tant que représentants du Régime Minier de Sécurité Sociale :

Titulaires : M. MAZZOLI Jean-Marie

M. SAUER Roger

Suppléants : M. MARKUN Jean

M. MAGNO Emmanuel

En tant que représentants de l'Instance de gestion du régime local d'assurance maladie complémentaire obligatoire des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle :

Titulaire : M. LORTHIOIS Daniel

Suppléant : Mme VANZUT Sylvie

Article 2 : L'arrêté S.G.A.R. n° 2006-269 du 6 juin 2006 portant nomination des membres du Conseil de LORRAINE est abrogé.

Article 3 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de chacun des départements concernés.

METZ, le 5 octobre 2006 Le Préfet de la Région Lorraine,
Pierre-René LEMAS

Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N° 2006 - 448 en date du 9 octobre 2006 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE-EST
PREFET DE LA MOSELLE
ARRETE

Article 1er : Sont nommés membres du conseil d'administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est :

En tant que représentants des assurés sociaux :

- sur désignation de la Confédération Générale du Travail (CGT) ;

Titulaires : M. Robert BURLION

Mme Ghislaine STEPHANN

Suppléants : M. Sylvio CICCOTELLI

M. Robert ELTRUDIS

- sur désignation de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière (CGT-FO) ;

Titulaires : M. Michel OUDIN

M. André PENAUD

Suppléants : M. Daniel BOURET

M. Yves SABRON

- sur désignation de la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) ;

Titulaires : M. Hubert ATTENONT

M. Gérard ROBINET

Suppléants : Mme Angelina MUNIER-MAIETTI

Mme Véronique OMNES

- sur désignation de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) ;

Titulaire : Mlle Caroline TYKOCZINSKY

Suppléant : M. Charles MARTINEZ

- sur désignation de la Confédération Française de l'Encadrement CGC(CFE-CGC) ;

Titulaire : M. Roger VIOLETTI

Suppléant : M. Alain BENAMOU

En tant que représentants des employeurs :

- sur désignation du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) ;

Titulaire : M. Jean-Pierre CASTELLO

M. Jean-François CULOT

M. Jacky GAUGUET

M. Philippe PERRIN

Suppléant : M. Jean-Pierre BIDEAU

Mme Danielle DUBOIS

M. Grégoire MERMET

M. Alain REGAD

- sur désignation de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME) ;

Titulaire : Mme Chantal CHABREYROU

M. Stéphane HEIT

Suppléant : M. Jonathan SALMON

M. Jean-Claude SCHOSSELER

- sur désignation de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA) ;

Titulaires : M. Robert BUGUET

M. André POIREL

Suppléants : M. Michel GERAULD

M. Jean-François PETIT

En tant que représentants de la fédération nationale de la mutualité française (FNMH) :

Titulaire : M. Jean-Louis OLAÏZOLA

Suppléant : M. Pierre BROUSMICHE

En tant que représentants des associations familiales :

- sur désignation des Unions Régionales des associations familiales de la circonscription de la caisse ;

Titulaire : Mme Catherine DANET

En tant que personnes qualifiées sur désignation du Préfet de région :

Mme Joëlle BACH

Mme Jacqueline CHATEAU

Mme Sylvie MATHIEU née LAMBOLEZ

Mme Isabelle SALCIARINI

Article 2 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Lorraine, le Préfet du Département de Meurthe-et-Moselle, la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région lorraine ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture du département et entrera en vigueur le 15 octobre 2006.

METZ, le 9 octobre 2006 Le Préfet de la Région Lorraine,
Pierre-René LEMAS

Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N° 2006 - 452 en date du 9 octobre 2006 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe-et-Moselle

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE-EST
PREFET DE LA MOSELLE
ARRETE

Article 1er : Sont nommés membres du conseil d'administration de la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe-et-Moselle :

En tant que représentants des assurés sociaux sur désignation de :

- la Confédération Générale du Travail (CGT) ;

Titulaires : M. Eskil ADENOT

Mme Françoise SEIROLLE née PAYEN

Suppléants : M. Abder Rahim FAIQ

Mme Yolande GASPARINI MARITALE

- la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière (CGT-FO) ;

Titulaires : M. Daniel PICCINELLI

Mme Christelle ROUX

Suppléants : Mme Monique BOGE

M. Jean-Claude CHARPENTIER

- la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) ;

Titulaires : M. Patrick DELICOURT

Mme Anne-Marie MAUSS

Suppléants : Mme Isabelle ABDELMOULA

Mme Michèle PONCIONI

- la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) ;

Titulaire : M. Christian BIRON

Suppléant : Mlle Caroline TYKOCZINSKY

- la Confédération Française de l'Encadrement CGC (CFE-CGC) ;

Titulaire : M. Jean Noël DUCHÈNE

Suppléant : M. Jean-Patrick GIL

En tant que représentants des employeurs :

- sur désignation de l'Union professionnelle artisanale (UPA) ;

Titulaire : Mme Michèle JACQUEMIN

Suppléant : M. Claudius HAMARD

En tant que représentants des travailleurs indépendants :

- sur désignation de l'Union professionnelle artisanale ;

Titulaire : Mme Ginette CASPAR

Suppléant : M. Jean-Paul MULLER

En tant que représentants des associations familiales :

Titulaires : M. Bertrand BELLOCCHIO

Mme Patricia MALGRAS née ISSELLE

M. Etienne SIAUD

Suppléants : Mme Bernadette ALVERNHE

Mme Annie OLIVIER

Mme Marie-Claude SEGALT
M. Emmanuel VIEL

En tant que personnes qualifiées sur désignation du Préfet de région :

Mme Marie-Noëlle FRAGNIERE
Mme Brigitte HENNEQUIN-MORLOT
M. Jean-Paul LACRESSE
Mme Monique VASSEUR

Article 2 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le Préfet du Département de Meurthe-et-Moselle, la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture du département et entrera en vigueur le 15 octobre 2006.

METZ, le 9 octobre 2006

Le Préfet de la Région Lorraine,
Pierre-René LEMAS

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

PÔLE SOCIAL - SERVICE SOLIDARITE-AUTONOMIE

Extrait de l'arrêté n° 3657 autorisant la création d'un établissement et service d'aide par le travail (E.S.A.T.) à Bainville-sur-Madon présentée par l'association « La Ferme de la Faisanderie » à Neuves-Maisons

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
ARRETE

Article 1^{er} : L'extension de la capacité de l'E.S.A.T. à Bainville-sur-Madon, est autorisée avec effet du 1^{er} septembre 2006, portant la capacité de celui-ci de 6 à 15 places, destinées à des adultes handicapés par la maladie psychique ;

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association « La ferme de la Faisanderie » à Neuves-Maisons, publié au recueil des actes administratifs, affiché à la préfecture de Meurthe-et-Moselle et à la mairie de Bainville-sur-Madon.

Fait à Nancy, le 25 août 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
Le sous-préfet de Lunéville,
Eric MAIRE

DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT DE LORRAINE

SERVICE REGIONAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES DE LORRAINE

Extrait de l'arrêté portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations horticoles et les pépinières de Meurthe-et-Moselle

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
ARRETE

Article 1^{er} - Les clauses de l'avenant n° 79 en date du 6 juillet 2006 à la convention collective de travail du 19 juin 1969 concernant les exploitations horticoles et les pépinières sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

Article 2 - L'extension des effets et sanctions de l'avenant n° 79 du 6 juillet 2006 visé à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective précitée ; elle est prononcée sous réserve de l'application des dispositions réglementaires concernant le salaire minimum de croissance.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le chef du service régional et le chef du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Nancy, le 25 septembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Avenant n° 79 du 06 juillet 2006 à la convention collective du travail du 19 juin 1969 concernant les exploitations horticoles et les pépinières du département de Meurthe-et-Moselle – idCC - 9542

Entre :

- le Syndicat Horticole de Meurthe-et-Moselle,

d'une part,

et,

- l'union Départementale des Syndicats C.G.T.-F.O.,

- l'union Départementale des Syndicats C.F.T.C.,

- l'union Départementale des Syndicats C.F.D.T.,

- la Confédération Française de l'Encadrement – C.F.E.-C.G.C.,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} - A compter du 1^{er} juillet 2006, l'annexe III de la convention collective est modifiée comme suit :

ANNEXE III

Convention collective de travail des exploitations horticoles et pépinières de Meurthe-et-Moselle

Article 1^{er}

Le SMIC est un salaire de référence horaire, garanti par la loi et applicable à tous les emplois.

Aucun salarié ne peut percevoir un salaire inférieur, sous réserve des dispositions légales spécifiques à certains travailleurs.

Le SMIC est fixé à 8,27 € depuis le 1^{er} juillet 2006.

Article 2

BAREME DES SALAIRES

A compter du 1^{er} JUILLET 2006, les salaires des personnels d'exécution et d'encadrement sont fixés comme suit :

SALAIRES DES OUVRIERS

(article 14 de la convention collective)

Positions	Salaires Horaires En euros	Salaires mensuels En euros (pour 151,67 h)
Niveau I - échelon 1	8,28	1 255,83
Niveau I - échelon 2	8,50	1 289,20
Niveau II - échelon 1	8,72	1 322,56
Niveau II - échelon 2	8,88	1 346,83
Niveau III - échelon 1	9,21	1 396,88
Niveau III - échelon 2	9,32	1 413,56
Niveau IV - échelon 1	9,62	1 459,07
Niveau IV - échelon 2	9,73	1 475,75

SALAIRES DES CADRES

(article 3 de l'avenant cadres)

Catégories	Indices	Salaires Horaires En euros	Salaires mensuels En euros (pour 151,67 h)
Chef d'équipe (cadre du 3 ^{ème} groupe)	190	10,08	1 528,83
Contremaître (cadre du 3 ^{ème} groupe)	225	11,22	1 701,74
Cadre du 2 ^{ème} groupe	280	13,07	1 982,33
Cadre du 1 ^{er} groupe	350	16,38	2 484,35

Article 2 : Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé au Service Départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de Meurthe-et-Moselle.

Fait à NANCY, le 6 juillet 2006.

Ont, après lecture, signé :

- pour le Syndicat Horticole de Meurthe-et-Moselle : M. ROUGIEUX Etienne,
- pour l'Union Départementale des Syndicats C.G.T.-F.O. : M. PIERSON Roger,
- pour l'Union Départementale des Syndicats C.F.T.C. : M. GOURY Pierre,
- pour l'Union Départementale des Syndicats C.F.D.T. : M. LENELLE Antoine,
- pour la Confédération Française de l'Encadrement C.F.E.-C.G.C. de Meurthe-et-Moselle : M. MULLER Pierre.

Le présent avenant a été déposé au Service départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de NANCY, le 24 juillet 2006.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

SECRETARIAT LOGEMENT SOCIAL

Extrait de l'arrêté modificatif autorisant le versement direct de l'APL à l'association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux" AEIM à VANDEOEUVRE-LES-NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
ARRETE

Article 1^{er} - le présent arrêté a pour objet de modifier l'article 1 de l'arrêté du 11 juillet 2006 : l'Association "Adultes et enfants Inadaptés Mentaux" compte tenu de son action sociale en matière de logement, est agréée pour bénéficier du versement direct de l'Aide Personnalisée au Logement pour les 15 logements de Type T1', situés 16 et 18, rue de la Résistance à Lunéville, faisant l'objet de la convention APL n° 54/3/05.2003/79.297/4585 et l'avenant n° 1 signé le 21/09/2006.

Article 2 - les autres dispositions de l'arrêté du 11 juillet 2006 restent inchangées.

Nancy, le 13 octobre 2006

Pour le Préfet,
Marc BURG

SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

Extrait de l'arrêté 2006/DDE/050/CDER - Arrêté de police portant sur l'équipement de dispositifs lumineux spéciaux sur les véhicules d'interventions d'urgence de la société APRR sur l'A. 31 concédée

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
ARRETE

Article 1^{er} - A compter de la date de signature du présent arrêté, les véhicules d'intervention, du concessionnaire de la société d'autoroute Paris Rhin Rhône (APRR) exploitante de l'A.31 concédée, peuvent être équipés de dispositifs lumineux spéciaux de catégorie B,

Article 2 - Ces dispositifs lumineux spéciaux de catégorie B pourront être activés sur l'A.31 concédée et sur les bretelles d'accès et de sortie de celle-ci, lors des interventions d'urgence afin de faciliter leur circulation et leur perception par les autres usagers.

Article 3 - Toute infraction constatée fera l'objet d'un procès verbal dressé par les forces de l'ordre, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES, le directeur régional des Autoroutes Paris Rhin Rhône et le président de la mission de contrôle de la société concessionnaire d'autoroutes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'au général commandant la RMD Nord Est, à la directrice des archives départementales et aux directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 13 octobre 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

Extrait de l'arrêté 2006/DDE/054/CDSR - Ligne SNCF de Jarville-La Malgrange à Mirecourt - Modification de la signalisation

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
ARRETE

Article 1er - Le passage à niveau n°47 de la ligne SNCF de JARVILLE-LA MALGRANGE A MIRECOURT sur la commune de PIERREVILLE est classé conformément aux indications portées sur la fiche individuelle ci-annexée.

Article 2 - Le jour de la mise en service de la nouvelle installation, l'arrêté préfectoral 78/DE104/INF du 11 avril 1978 du PN 47 est abrogé et le présent arrêté entre en application.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de l'équipement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au préfet de Meurthe-et-Moselle, au maire de PIERREVILLE, au directeur-direction SNCF METZ/NANCY-délégation infrastructure-pôle maintenance passages à niveau, au général commandant la RMD Nord-Est, au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe et Moselle, au chef de l'UDAM de SUD OUEST, au responsable de la subdivision de l'équipement de HAROUÉ, au directeur des archives départementales, SOM/préfecture.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 10 octobre 2006

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Extrait de l'arrêté 2006/DDE/0056/CDER - Travaux de génie civil préalable à la pose de fibre optique sur A. 31

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
ARRETE

Article 1er - Les nuits des 9, 10, 11 et 12 octobre 2006, de 21h00 à 6h00, la circulation s'établit comme suit :

- toute circulation sera interdite sur la bretelle Paris - Metz, de l'A. 31 du PR 247+300 au PR 247+650 ;

et en raison de la neutralisation de la voie de droite et de la BAU de la section courante de l'A.33/A.31 sens Paris - Metz la circulation s'établit comme suit :

- la circulation s'effectue sur la voie de gauche de la section courante

- il est interdit de doubler

- la vitesse sera limitée de manière dégressive à 90 km/h

Article 2 - Les usagers doivent emprunter la déviation suivante :

- Nancy, rue de la Résistance, rue du Saulnois, avenue des 4 Vents, puis prendre l'A.31 en direction de Metz.

Article 3 - En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

Article 4 - La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision Entretien des Autoroutes.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture, le président du conseil général, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le commandant de la CRS autoroutière lorraine à Champigneulle, le maire de Laxou sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'au général commandant la RMD Nord-Est, à la directrice des archives départementales, et aux directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 6 octobre 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
Pour le directeur et par délégation,
Le chef de sergier,
Bénédicte HILT

SERVICE DE L'INGENIERIE PUBLIQUE

Extrait de l'arrêté DDE/INF/06/34 - Aérodrome d'Essey-lès-Nancy Avenant n° 2 à l'arrêté n° 94-DE-236-INF portant autorisation d'occupation temporaire d'un terrain appartenant à l'Etat

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
ARRETE

Article 1er : Les biens visés ci-dessous sont confiés en gestion au syndicat mixte pour l'exploitation de l'aérodrome de Nancy-Essey et l'aménagement d'une zone d'activités :

- maison sise 79, rue de la grande haie à Tomblaine - parcelle AC 55 (n° 11 bis du plan annexé),

- maison sise 81, rue de la grande haie à Tomblaine - parcelle AI 30 (n°11 du plan annexé).

La maison sise 32, rue Voltaire à Tomblaine est soustraite de la gestion du syndicat mixte suite à sa démolition.

Article 2 : Les annexes II et IV sont modifiées conformément aux dispositions de l'article 1 ci-dessus.

Article 3 : Les articles I à VIII de l'arrêté du 27 avril 1994 sont inchangés ainsi que les annexes I, III et V dudit arrêté.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la déléguée territoriale Lorraine Champagne Ardennes, le directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle.

Ampliations seront adressées par les soins du directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle à la directrice départementale des services fiscaux et au directeur de l'aviation civile nord-est.

A NANCY, le 13 octobre 2006

Le préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'Equipeement,
H. CORBEAU

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Extrait de décision administrative conjointe des inspecteurs du travail donnant délégation aux contrôleurs du travail aux fins, notamment, de prendre des décisions d'arrêts de chantier et de reprise des travaux arrêtés (L231-12)

Les Inspecteurs du Travail de Meurthe-et-Moselle, soussignés responsables des première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième sections d'inspection du travail

Section d'inspection d'affectation	Inspecteurs
Première section	Madame Martine BOUBAGRA
Deuxième section	Madame Angélique ALBERTI
Troisième section	Monsieur Michaël MAROT
Quatrième section	Monsieur Alain JADELOT
Cinquième section	Monsieur Guy TROGNON

DECIDENT

Chacun pour ce qui le concerne dans la section dont il a la charge et dans la limite des intérimis dont il sera chargé dans les autres sections.

Article 1er : Délégation est donnée aux Contrôleurs du Travail figurant dans le tableau ci-après, aux fins de prendre toutes mesures utiles, et notamment l'arrêt temporaire de travaux, propres à soustraire immédiatement de cette situation le ou les salariés dont ils auront constaté qu'ils se trouvent exposés, sur un chantier du bâtiment ou des travaux publics, à un risque grave et imminent de chute de hauteur ou d'ensevelissement, ou exposés à l'inhalation de fibres d'amiante.

SECTION	CONTROLEURS
Première section	Madame Clotilde PELTIER Madame Sylvie DIVOUX
Deuxième section	Monsieur Patrick JULLY Monsieur Philippe ADAM
Troisième section	Monsieur Marc CORCHAND Madame Valérie VIRIOT
Quatrième section	Madame Gisèle MALJEAN Jean-Michel ALCARAZ
Cinquième section	Madame Sylvie BOUR Madame Sonia GUICHARD Madame Sylvie TEDESCO

Article 2 : Délégation est donnée aux Contrôleurs du Travail visés à l'article premier aux fins d'autoriser la reprise des travaux dont l'arrêt aura été prescrit en application de l'article L231-12 du Code du Travail, lorsque toutes les mesures ont été prises pour faire cesser la situation de danger grave et imminent.

Article 3 : Les délégations visées aux articles premier et deux sont accordées dans les limites de la section d'Inspection à laquelle ils ont été affectés et des intérimis dont ils sont chargés.

Article 4 : Les décisions d'arrêt et de reprise s'exercent sous l'autorité de l'Inspecteur du Travail titulaire de la section ou des Inspecteurs du Travail en assurant l'intérim.

Article 5 : La présente décision qui abroge toute décision antérieure de même objet prend effet le 2 octobre 2006.

Article 6 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

Le 2 octobre 2006

L'Inspectrice du Travail,
M. BOUBAGRA

L'Inspecteur du Travail,
M. MAROT

L'Inspecteur du Travail,
G. TROGNON

L'Inspectrice du Travail,
Angélique ALBERTI

L'Inspecteur du Travail,
A. JADELOT

Extrait de décision concernant l'affectation des contrôleurs du travail

LA DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE
DECIDE

Article 1er : Sont ou demeurent affectés en section d'inspection les contrôleurs du travail dont les noms suivent :

Section d'inspection d'affectation	Titulaire
Première section	Madame Clotilde PELTIER Madame Sylvie DIVOUX
Deuxième section	Monsieur Patrick JULLY Monsieur Philippe ADAM
Troisième section	Madame Valérie VIRIOT Monsieur Marc CORCHAND
Quatrième section	Madame Gisèle MALJEAN Monsieur Jean-Michel ALCARAZ
Cinquième section	Madame Sylvie BOUR Madame Sonia GUICHARD Madame Sylvie TEDESCO

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de l'un des contrôleurs du travail désignés ci-dessus, son remplacement est assuré par l'un ou l'autre d'entre eux.

Article 3 : La présente décision qui abroge toute décision antérieure de même objet prend effet le 2 octobre 2006.

Article 4 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

Vandoeuvre, le 2 octobre 2006

La Directrice départementale,
Marie VIGIER

Extrait de décision d'agrément "d'une entreprise solidaire" au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
DECIDE

Article 1er : L'association ENVIE LORRAINE – 5-7, rue de Pixérécourt- 54000 NANCY est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général et la Directrice départementale du Travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés chacun pour ce qui les concerne de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'association ENVIE LORRAINE et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Il fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale) et au Ministère de l'Economie, des finances et de l'industrie (direction du trésor).

NANCY, le 16 octobre 2006

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Extrait de décision d'agrément "d'une entreprise solidaire" au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
DECIDE

Article 1er : La Sarl T2M (tradition maçonnerie Michon et associés) -56, rue Croix Pierson – 54360 BLAINVILLE SUR L'EAU est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général et la Directrice départementale du Travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés chacun pour ce qui les concerne de l'application de cette décision qui sera notifiée à la Sarl T2M et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Il fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale) et au Ministère de l'Economie, des finances et de l'industrie (direction du trésor).

NANCY, le 16 octobre 2006

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

COMMUNE DE GONDREVILLE**Extrait de l'arrêté portant approbation du règlement local de publicité**

Le Maire de la Commune de GONDREVILLE
ARRETE

Article 1er : Le règlement local de publicité de la Commune de GONDREVILLE est applicable dès l'accomplissement de la dernière formalité de publication et publicité.

Article 2 : Le présent arrêté sera affiché en mairie pendant un mois et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

En outre, mention en sera faite à la rubrique annonces légales de l'Est Républicain et du Républicain Lorrain.

Article 3 : Le règlement local de publicité de la Commune de GONDREVILLE est consultable en Mairie de GONDREVILLE et en Préfecture de Meurthe et Moselle aux heures habituelles d'ouverture des bureaux.

Article 4 : Le Maire de GONDREVILLE certifie le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 5 : La Secrétaire Générale de la Mairie de Gondreville est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au Préfet de Meurthe-et-Moselle ou au Sous-Préfet de TOUL ; au Directeur Régional de l'Environnement ; au Directeur Départemental de l'Équipement ; au Chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine ; aux élus locaux : MM BOULANGER, CHAIGNEAU et MARESCQ ; au lieutenant Colonel, Commandant le Groupement de la Gendarmerie de Meurthe et Moselle ; M. Olivier CHAMPAGNEUR, Directeur d'Agence de la Société CLEAR CHANNEL, 6 rue des drapiers 57070 METZ ; M. Hervé COUILLARD, Directeur de la Société AVENIR, 13 allée des peupliers ZI Houdemont 54184 HEILLECOURT CEDEX ; Mme Véronique SIMMLER, Directrice de la Société JC Decaux, 17 rue Soyer 92200 NEUILLY SUR SEINE ; M. Xavier FRANCOISE, Directeur de la Société VIACOM OUTDOOR, Cellule des concessions et de la réglementation, 3 esplanade du Foncet, 92130 ISSY LES MOULINEAUX ; M. Stéphane HEGLY, Société SIGNAL et PUB, 38 Grande rue 54200 PIERRE-LA-TREICHE.
Fait à GONDREVILLE, le 5 octobre 2006

Le Maire,
M. COURTOIS

AVIS DE CONCOURS**Avis de concours interne sur titres pour le recrutement d'infirmiers cadres de santé au Centre Hospitalier de Briey**

Un concours interne sur titres est ouvert au Centre Hospitalier de Briey situé à Briey (Meurthe et Moselle), en application de l'article 2 décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir 3 postes d'Infirmiers Cadres de Santé vacants dans cet établissement.

Peuvent se présenter les candidats

* titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets n° 88-1077 du 30 novembre 1988, n° 89-609 du 1er septembre 1989 et n° 89-613 du 1er septembre 1989

* comptant au 1er janvier de l'année du concours, au moins 5 ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités.

Les dossiers de candidatures comprenant les diplômes ou certificats et notamment le diplôme de cadre de santé et un curriculum vitae établi sur papier libre doivent être adressés par lettre recommandée avec accusé de réception (le cachet de la poste faisant foi) à :

Madame la Directrice du Centre Hospitalier de Briey
31 Avenue Albert de Briey
B.P. 99
54 151 BRIEY CEDEX

Fait à Briey, le 16 octobre 2006

La Directrice,
D. LAMBALLAIS

Avis de concours sur titres de psychomotricien au centre hospitalier de Ravenel à Mirecourt

Un concours sur titres aura lieu au centre hospitalier de Ravenel en application du décret n° 89- 609 du 1^{er} septembre 1989 modifié portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la fonction publique hospitalière en vue de pourvoir 1 poste de psychomotricien vacant dans notre établissement.

Condition pour concourir :

Peuvent faire acte de candidature, les personnes titulaires du diplôme d'Etat de Psychomotricien ou d'un titre de qualification admis en équivalence, inscrites sur la liste départementale professionnelle d'enregistrement du diplôme permettant l'exercice de la profession et âgées de 45 ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours.

La limite d'âge mentionnée ci-dessus est supprimée ou reculée conformément aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

Pour les candidats européens, être ressortissants des Etats membres de la Communauté Européenne ou des autres Etats parties à l'accord sur l'espace économique européen, être titulaire d'un diplôme reconnu équivalent et avoir obtenu une autorisation d'exercice.

Les demandes d'inscription au concours sont à adresser par courrier au :

CENTRE HOSPITALIER DE RAVENEL
Direction des Ressources Humaines
B.P.199 - 88507 MIRECOURT CEDEX

dans le délai de deux mois à compter du présent avis au Recueil des Actes Administratifs le cachet de la poste faisant foi.

Dès réception de votre demande, un courrier vous sera transmis, celui-ci devra nous parvenir dûment complété avant la date indiquée sur le dossier.

Mirecourt, le 20 octobre 2006